VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi“:

ar piesūtīšanu par:	Ls	bez piesūtīšanas (saņemot ekspedīcijā) par:	Ls
gadu	22,—	gadu	18,—
1/2 gadu	12,—	1/2 gadu	10,—
3 mēn.	6,—	3 mēn.	5,—
1 „	2,—	1 „	1,70
Piesūtot pa pastu un pie atkalpārdevējiem	—,12	Par atsevišķu numuru	—,10

Latvijas valdības
Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:
Rīgā, pilī № 2. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12

oficiāls laikraksts
svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:
Rīgā, pilī № 1. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:
a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejīgām rindiņām . . . . . Ls 4,—
par katru tālāku rindiņu . . . . . „ —,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejīgu rindiņu . . . . . „ —,20
c) no privātiem par katru viensl. rindiņu (par obligāt. sludin.) . . . . . „ —,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas . . . . . „ —,80

Nr. 246 **Trešdien, 29. oktobrī 1930. g.** **Trīspadsmitais gads**

Likums par Ženēvā 1930. gada 24. martā vairāku valstu parakstīto tirdzniecības konvenciju.

Saeima.

Saeima ir pieņēmusi un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums par Ženēvā 1930. gada 24. martā vairāku valstu parakstīto tirdzniecības konvenciju.

1. Ženēvā 1930. gada 24. martā parakstītā tirdzniecības konvencija līdz ar protokolu ar šo likumu pieņemta un apstiprināta.

2. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar likumu izsludināma 1. pantā minētā konvencija ar protokolu un to tulkojumu latviešu valodā.

3. Konvencija līdz ar protokolu stājas spēkā konvencijas IX un XIII pantā paredzētā laikā un kārtībā.

Likums Saeimā pieņemts 1930. g. 24. oktobrī.

Rīgā, 1930. g. 29. oktobrī.

Valsts Prezidents A. Kviesis.

CONVENTION COMMERCIALE.

Le Président du Reich allemand, le Président fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, Sa Majesté le Roi du Danemark, le Gouvernement de la République d'Estonie, le Président de la République de Finlande, le Président de la République française, le Président de la République hellénique, Sa Majesté le Roi d'Italie, le Président de la République de Lettonie, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté le Roi de Norvège, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République de Pologne, Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède, le Conseil fédéral suisse,

Désireux d'assurer aux résolutions de la Conférence économique internationale de 1927 une application rapide et efficace et de créer, pour l'action concertée envisagée par l'Assemblée de la Société des Nations au cours de sa dixième session, des bases stables et une atmosphère de confiance, ont décidé de conclure entre eux un accord à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président du Reich allemand:
M. R. SCHMIDT, Ministre de l'Economie du Reich.

Le Président fédéral de la République d'Autriche:
M. E. PFLÜGL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi des Belges:
M. J. BRUNET, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Membre du Comité économique de la Société des Nations,
M. A. L. J. JANSSEN, Directeur général des Douanes et Accises.

Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:
Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations:
Sir Sydney CHAPMAN, K. C. B., C. B. E., Principal Conseiller économique du Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne.

Sa Majesté le Roi de Danemark:
M. W. BORBERG, Délégué permanent près de la Société des Nations.

Le Gouvernement de la République d'Estonie:
M. A. SCHMIDT, Ministre adjoint des Affaires étrangères.

Le Président de la République de Finlande:
M. K. JÄRVINEN, ancien Ministre du Commerce et de l'Industrie, Député, Professeur à l'Ecole des Hautes Etudes commerciales.

Le Président de la République française:
M. P. E. FLANDIN, Ministre du Commerce et de l'Industrie,
M. R. SEROT, Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

Le Président de la République hellénique:
M. R. RAPHAËL, Délégué permanent auprès de la Société des Nations, Chargé d'affaires à Berne.

Sa Majesté le Roi d'Italie:
M. G. de MICHELIS, Sénateur, Ambassadeur.

Le Président de la République de Lettonie:
M. C. DUZMANS, Délégué permanent auprès de la Société des Nations, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Yougoslavie.

Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg:
M. A. CALMES, Membre du Conseil supérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Sa Majesté le Roi de Norvège:
M. Hersleb BIRKELAND, Délégué permanent près la Société des Nations.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:
Le Docteur L. J. A. TRIP, ancien Trésorier général du Département des Finances, ancien Président de la Banque de Java.

Le Président de la République de Pologne:
M. F. SOKAL, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Roumanie:
M. C. ANTONIADE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Société des Nations.

Sa Majesté le Roi de Suède:
M. K. I. WESTMAN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse.

Le Conseil fédéral suisse:
M. E. SCHULTHESS, Conseiller fédéral, Chef du Département de l'Economie publique,
M. W. STUCKI, Directeur de la Division du Commerce au Département fédéral de l'Economie publique,
M. A. GASSMANN, Directeur général des Douanes,

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas faire usage, avant le 1er avril 1931, de la faculté de dénonciation des traités de commerce bilatéraux que chacune d'elles a conclus avec l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes et qui sont en vigueur à la date de ce jour.

Article II.

Si l'une des Hautes Parties contractantes, autre que celles visées à l'article IV, se trouve dans l'obligation de procéder, avant l'expiration de la présente Convention, à des augmentations de droits de douane au-dessus du niveau des droits existants à la date de ce jour ou à l'établissement de droits de douane non existants à la date de ce jour qui soient de nature à porter une atteinte sérieuse aux intérêts de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes, la Partie qui s'estime lésée aura la faculté, dès la notification prévue à l'article III, et dans les deux mois qui suivent cette notification, de demander l'ouverture de négociations amiables pour rétablir l'équilibre ainsi rompu.

Au cas où, dans un délai de deux mois à dater de la demande, ces négociations n'auraient pas abouti, la Partie qui en a demandé l'ouverture aura la faculté de dénoncer la présente Convention, sans délai, pour lui faire prendre fin, en ce qui la concerne, un mois après notification au Secrétaire général de la Société des Nations. Cette dénonciation pourra intervenir soit à l'égard de toutes les Hautes Parties contractantes, soit seulement à l'égard de celle qui aura procédé à l'augmentation de droits ou à la création de droits nouveaux.

Les modifications de droits de douane faites en vertu de lois ou de circonstances urgentes qui imposent l'application immédiate de ces modifications ne sont pas soumises aux dispositions ci-dessus relatives aux négociations. Toutefois, la faculté de dénonciation prévue au deuxième alinéa du présent article demeure acquise à la Haute Partie contractante qui s'estimerait lésée.

Article III.

Chacune des Hautes Parties contractantes auxquelles s'applique l'article II s'engage à donner communication aux autres Hautes Parties contractantes des augmentations de droits de douane existant ou des nouveaux droits de douane qu'elle serait amenée à établir vingt jours avant l'application de ces mesures dans tous les cas où ce sera possible, ou, à défaut, au moment où les mesures en question seront publiées en vue de leur application.

Il demeure entendu que les lois qui prévoient l'application immédiate des modifications de droits de douane autorisent à ne pas donner le préavis visé ci-dessus.

Article IV.

Les Hautes Parties contractantes qui ne pratiquent pas ou ne pratiquent que dans des cas exceptionnels la consolidation contractuelle des droits de douane s'engagent à ne pas procéder, avant l'expiration de la présente Convention, à des augmentations de droits protecteurs au-dessus du niveau des droits protecteurs existants à la date de ce jour ou à l'établissement de droits protecteurs non existants à la date de ce jour.

Article V.

Au cas où l'une des Hautes Parties contractantes visées à l'article IV procéderait, avant l'expiration de la présente Convention, à des augmentations de droits fiscaux ou à l'établissement de droits fiscaux non existants à la date de ce jour qui seraient de nature à porter une atteinte sérieuse aux intérêts de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes, la Partie qui s'estime lésée aura la faculté de dénoncer, sans délai, la présente Convention pour lui faire prendre fin, en ce qui la concerne, un mois après notification au Secrétaire général de la Société des Nations.

Article VI.

Sans préjudice des obligations plus étendues qui résulteraient pour chacune des Hautes Parties contractantes de la mise en vigueur de la Convention internationale du 8 novembre 1927 sur l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, les Hautes Parties contractantes n'aggraveront pas le régime en vigueur en cette matière à la date de ce jour, faute de quoi la procédure prévue aux articles II et III de la présente Convention serait applicable.

Article VII.

Au cas où l'une quelconque des Hautes Parties contractantes ferait usage de la faculté de dénonciation prévue aux articles II, V, VI de la présente Convention, et au protocole de signature, ad article I — C, 5me alinéa, toute autre Haute Partie contractante qui estimerait que la dénonciation ainsi intervenue est de nature à modifier profondément, à son égard, l'équilibre de la présente Convention, pourra dénoncer celle-ci, sans délai pour lui faire prendre fin, en ce qui la concerne, un mois après notification au Secrétaire général de la Société des Nations.

Article VIII.

a) Les traités de commerce bilatéraux dénoncés avant la date de ce jour sont exceptés de la disposition de l'article I.

Les relèvements tarifaires qui pourraient résulter de cette dénonciation ne feront pas l'objet de la procédure prévue à l'article II.

b) Les traités de commerce bilatéraux signés avant la date de ce jour, mais qui ne sont pas encore en vigueur, pourront être substitués, pendant la durée de la présente Convention, aus traités existants, ils tomberont dans ce cas sous l'application de l'article I.

Les relèvements tarifaires qui pourraient résulter de la substitution visée à l'alenéa précédent ne feront pas l'objet de la procédure prévue à l'article II.

c) Les accords provisoires substitués à des traités de commerce dénoncés avant la date de ce jour et en vigueur à ladite date pourront être remplacés, pendant la durée de la présente Convention, par des traités définitifs ou d'autres accords provisoires. L'article I sera applicable à ces derniers traités ou accords.

Toutefois, s'il résultait de ces nouveaux traités ou accords des relèvements tarifaires, ceux-ci pourront faire l'objet de la procédure prévue à l'article II.

d) Les traités de commerce bilatéraux auxquels s'applique l'article I pourront être modifiés ou remplacés, en tout ou en partie, pendant la durée de la présente Convention, par de nouveaux accords.

Toutefois, pour qu'il puisse être tenu compte des intérêts des autres Hautes Parties contractantes, notament de celles vissés à l'article IV, il est convenu que, s'il résultait de ces nouveaux accords des relèvements tarifaires, ceux-ci pourraient faire l'objet de la procédure prévue à l'article II.

Article IX.

La présente Convention est conclue pour une durée d'un an à partir du 1er avril 1930.

Avant le 1er février 1931, chacune des Hautes Parties contractantes pourra notifier au Secrétaire général de la Société des Nations son intention de se retirer de la Convention à la date du 1er avril 1931.

A défaut d'une notification de l'espèce, la Convention restera en vigueur pour une nouvelle période de six mois, et ainsi de suite de six en six mois. Deux mois avant l'expiration de chacune de ces périodes des six mois, chacune des Hautes Parties contractantes pourra notifier au Secrétaire général de la Société des Nations son intention de se retirer de la Convention à l'expiration de la période en cours.

Article X.

Si l'une des Hautes Parties contractantes faisait usage de la faculté de se retirer de la Convention prévue aux articles précédents, chacune des Hautes Parties contractantes pourrait provoquer, en s'adressant à cet effet au Secrétaire général de la Société des Nations, une consultation de toutes les Hautes Parties contractantes à l'effet de statuer sur le sort de la Convention. Si le Secrétaire général le juge nécessaire, il convoquera une réunion des Hautes Parties contractantes, lesquelles s'engagent à y participer.

Article XI.

Les Hautes Parties contractantes, décidées à appliquer la présente Convention dans un esprit de loyale collaboration, s'engagent à s'abstenir de toute mesure, quelle qu'elle soit, qui tendrait à éluder les obligations résultant de ladite Convention.

Article XII.

La présente Convention, dont les textes français et anglais font également foi, portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 15 avril 1930 par tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre, représentés à la Conférence.

Elle sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés avant le 1er novembre 1930 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société, ainsi qu'aux Etats non membres représentés à la Conférence qui a établi la présente Convention ou qui auront adhéré à celle-ci.

Article XIII.

Le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera, entre le 1er et le 15 novembre 1930, une réunion des Hautes Parties contractantes qui auront ratifié la Convention et de celles qui auraient introduit une demande d'adhésion conformément aux dispositions de l'article XIV.

Au cours de cette réunion, sera fixée la date de la mise en vigueur de la Convention, et s'il y a lieu, sera établie la liste des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres dont l'adhésion serait considérée comme nécessaire à la mise en vigueur de ladite Convention.

Le Secrétaire général de la Société des Nations pourra convoquer à cette réunion tous les signataires de la présente Convention et, sur la demande d'une des Hautes Parties contractantes ayant ratifié ladite Convention, tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat non membre ayant participé à la présente Conférence.

Article XIV.

Tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre pourra introduire auprés du Secrétaire général de la Société des Nations une demande d'adhésion à la présente Convention.

Cette demande sera immédiatement notifiée, par les soins du Secrétaire général, aux Membres de la Société des Nations et Etats non membres au nom desquels la signature de la présente Convention ou l'adhésion à celle-ci aura été effectuée.

Le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre désirant adhérer à la Convention indiquera dans sa demande d'adhésion s'il désire se voir appliquer les stipulations de l'article II ou de l'article IV. Dès que le Convention aura été mise en vigueur conformément aus stipulations de l'article XIII, le Secrétaire général consultera à ce sujet les Hautes Parties contractantes qui auront ratifié la présente Convention. L'adhésion ne deviendra définitive que de l'assentiment de toutes les Hautes Parties contractantes. Elle produira ses effets un mois après la date de la notification, par le Secrétaire général, de l'accord intervenu.

Article XV.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, elle n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats ou territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat, dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoroires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la procédure prévue à l'article XIV sera suivie.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut, à tout moment, déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats ou territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat, dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration, un mois après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-quatre mars mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

ALLEMAGNE — SCHMIDT

AUTRICHE — E. PFLÜGL

BELGIQUE

Conjointement avec le Grand-Duché de Luxembourg, pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

J. BRUNET. A. JANSSEN.

GRANDE-BRETAGNE et IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique.

S. J. CHAPMAN.

DANEMARK — William BORBERG.

ESTONIE — A. SCHMIDT.

FINLANDE — Kyösti JÄRVINEN.

FRANCE

En signant la présente convention, les soussignés déclarent:

1⁰. que les dispositions de l'article II, troisième alinéa, et de l'article III, deuxième alinéa, s'appliquent aux produits visés par les lois françaises du 13 décembre 1897 et du 1er décembre 1929,

2⁰. que le Gouvernement français n'assume, du fait de ladite Convention, pour les colonies, protectorats et pays sous mandat de la France, aucune obligation autre que celles résultant des traités de commerce en vigueur.

Pierre Etienne FLANDIN. R. SEROT.

GRÈCE — R. RAPHAËL.

ITALIE

En signant la présente Convention, le plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie déclare que les articles II, alinéa 3, et III de la Convention et ad article III du Protocole, visant les „circonstances urgentes", s'appliquent, pour ce qui concerne l'Italie, à tous les cas où les modifications des droits de douane sont adoptées d'urgence par le Gouvernement au moyen d'un acte ayant caractère législatif.

De MICHELIS.

LETTONIE — Charles DUZMANS.

LUXEMBOURG

Conjointement avec la Belgique, pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise

Albert CALMES.

NORVÈGE — Hersleb BIRKELAND.

PAYS-BAS

Je déclare que ma signature ne couvre pas les Indes Orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao.

TRIP.

POLOGNE*) — F. SOKAL.

ROUMANIE — C. ANTONIADE.

SUÈDE — K. I. WESTMAN.

Sous réserve de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag.

SUISSE — SCHULTHESS. STUCKI. GASSMANN.

PROTOCOLE DE LA CONVENTION COMMERCIALE.

Au moment de procéder à la signature de la Convention commerciale conclue à la date de ce jour, les soussignés dûment autorisés sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cette Convention:

Ad Article I.

A.

Le terme „traités de commerce" s'applique, au sens de la présente Convention, à toutes espèces de traités, conventions, accords ou arrangements — définitifs ou provisoires — contenant des stipulations commerciales, ainsi qu'à tous arrangements y annexés.

B.

Il est entendu que les traités de commerce bilatéraux à échéance fixe sans clause de dénonciation conclus entre deux quelconques des Hautes Parties contractantes restent en vigueur pendant la durée de la présente Convention, sous réserve des dispositions de l'article VIII,d).

C.

En signant la présente Convention, l'Autriche déclare ne pas pouvoir appliquer les dispositions de ladite Convention aux traités de commerce actuellement en vigueur entre elle et la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

En signant la présente Convention, la Tchécoslovaquie déclare ne pas pouvoir appliquer les dispositions de ladite Convention au traité de commerce actuellement en vigueur entre elle et la Hongrie.

En signant la présente Convention, la Hongrie, pour rendre possible la signature à l'Autriche et à la Tchécoslovaquie, déclare accepter les réserves faites aux alinéas 1 et 2 ci-dessus par ces deux Etats.

De même, la Tchécoslovaquie, pour rendre possible la signature à l'Autriche, déclare accepter la réserve faite au premier alinéa ci-dessus par cet Etat.

Au cas où une augmentation de droits résulterait des négociations entre les trois pays susvisés ou d'une dénonciation d'un des traités actuellement existants, il est convenu que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de dénoncer, avec

*) Le délégué de la République de Pologne près la Société des Nations au Secrétaire général, le 12 avril 1930:

„En signant aujourd'hui la Convention commerciale et le Protocole de ladite Convention, ainsi que le Protocole relatif au programme de négociations ultérieures, adoptés à Genève en date du 24 mars 1930, j'ai l'honneur d'ordre de mon Gouvernement, de porter à votre connaissance ce qui suit:

„Le Gouvernement polonais ne pourra soumettre la Convention commerciale du 24 mars 1930 à la procédure de ratification et la mettre en vigueur qu'à la condition que les tarifs appliqués par les autres Etats, existants à la date du 1er avril 1930, ne subiront pas, jusqu'à la date de la mise en vigueur de ladite Convention, de modifications importantes, défavorables aux exportations de la Pologne.

„Veuillez agréer . . .".

un préavis d'un mois, la présente Convention à l'égard de l'une ou des deux Parties qui ont demandé à pouvoir exclure de l'application de la Convention les traités ci-dessus mentionnés, ou à l'égard de toutes les Hautes Parties contractantes, sans que les dispositions de l'article II soient applicables.

Il est entendu que les dispositions du paragraphe C ne s'appliquent qu'à la revision actuellement envisagée des trois traités susvisés.

D.

Les Hautes Parties contractantes, tenant compte de la situation spéciale existant pour la Grèce en ce qui concerne ses principaux produits d'exportation, reconnaissent à ce pays la faculté d'user du droit de dénonciation prévu par ses traités de commerce dans le cas où des mesures prises par l'une quelconque des Hautes Parties contractantes signataire de l'un ou l'autre desdits traités viendraient à compromettre sérieusement l'équilibre des échanges au détriment dudit pays, sans que l'exercice de ce droit de dénonciation soit considéré comme contrevenant aux obligations de l'article I.

Ad Article II.

A.

Les dispositions de l'article II ne s'appliquent pas aux modifications éventuelles de droits de douane expressément prévues ou autorisées dans les accords signés au plus tard à la date de ce jour. Elles ne s'appliquent pas non plus au cas où un droit provisoirement abaissé au-dessous du taux fixé par le tarif autonome serait ramené à ce taux.

B.

Il est entendu que les dispositions de la présente Convention ne sont pas applicables dans le cas où les droits conventionnels prévus dans un traité de commerce avec un Etat n'étant pas partie à la présente Convention cessent d'être en vigueur à la suite de la dénonciation dudit traité de commerce.

Aux droits conventionnels du traité dénoncé pourront être substitués dans ce cas soit les droits du tarif autonome, soit les droits conventionnels résultant d'autres traités en vigueur.

Ad Articles II et V.

Il demeure entendu que les Hautes Parties contractantes, en prévoyant au troisième alinéa de l'article II et à l'article V la dénonciation éventuelle de la Convention, n'ont nullement eu l'intention d'interdire des ententes amiables, dans la mesure où le permettent la situation et la législation des Etats intéressés.

Ad Article III.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles s'engagent à observer le délai de préavis de vingt jours fixé à l'article III dans tous les cas où leur législation n'y met pas obstacle et dans tous les cas où des circonstances urgentes ne rendraient pas nécessaires une application immédiate des augmentations de droits de douane existants ou des nouveaux droits de douane.

Ad Article IV.

Les Hautes Parties contractantes visées à l'article IV sont: la Grande-Bretagne, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et le Portugal.

Ad Article V.

Les Hautes Parties contractantes visées à l'article IV déclarent qu'elles n'interprètent pas le terme de „droits fiscaux" dans un sens large et que notamment elles n'appliqueront pas ce terme à des droits ayant pour objet de protéger la production nationale contre la concurrence étrangère.

Ad Article VIII (d).

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour admettre que les dispositions de l'article VIII d) ont essentiellement pour but de rendre possibles des réductions de droits qui constituent l'objet normal des négociations commerciales, sans cependant faire obstacle à des majorations de droits par voie d'accords bilatéraux en vue d'ajustements de détail.

Ad Article XV.

La présente Convention s'appliquera aux îles de la Manche et à l'île de Man comme si elles étaient des colonies.

Le présent Protocole aura les mêmes force, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent Protocole.

Fait à Genève, le vingt-quatre mars mil neuf cent trente, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

ALLEMAGNE — SCHMIDT.

AUTRICHE — E. PFLÜGL.

BELGIQUE
Conjointenemt avec le Grand-Duché de Lusembourg, pour l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
J. BRUNET. A. JANSSEN.

GRANDE-BRETAGNE et IRLANDE du NORD,
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.
Je déclare que ma signature ne couvre pas les colonies, protectorats ou territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté britannique.
S. J. CHAPMAN.

DANEMARK — William BORBERG.

ESTONIE — A. SCHMIDT.

FINLANDE — Kyösti JÄRVINEN.

FRANCE — Pierre Etienne FLANDIN. R. SEROT.

GRÈCE — R. RAPHAËL.

ITALIE — De MICHELIS.

LETTONIE — Charles DUZMANS.

LUXEMBOURG
Conjointement avec la Belgique, pour l'Union Economique Belgo-Lusembourgeoise.
Albert CALMES.

NORVÈGE — Hersleb BIRKELAND.

PAYS-BAS
Je déclare que ma signature ne couvre pas les Indes Orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao.
TRIP.

POLOGNE — F. SOKAL.

ROUMANIE — C. ANTONIADE.

SUÈDE — K. I. WESTMAN.

SUISSE — SCHULTHESS. STUCKI. GASSMANN.

Tulkojums.

TIRDZNIECĪBAS KONVENCIJA.

Vācu Valsts Prezidents; Austrijas Republikas Federālais Prezidents; Viņa Majestāte Beļģiešu Ķēniņš; Viņa Majestāte Lielbritanijas, Īrijas un Britaņu Aizjūras Territoriju Ķēniņš, Indijas Ķeizars; Viņa Majestāte Dānijas Ķēniņš; Igaunijas Republikas valdība; Somijas Republikas Prezidents; Franču Republikas Prezidents; Grieķu Republikas Prezidents; Viņa Majestāte Italijas Ķēniņš; Latvijas Republikas Prezidents: Viņas Ķēnišķīgā Augstība Luksemburgas Lielhercoģiene; Viņa Majestāte Norveģijas Ķēniņš; Viņas Majestāte Holandes Ķēniņiene; Polijas Republikas Prezidents; Viņa Majestāte Rumanijas Ķēniņš; Viņa Majestāte Zviedrijas Ķēniņš; Šveices Federālā Padome,

Vēlēdamies nodrošināt 1927. gada Starptautiskās ekonomiskās konferences rezolūciju ātru un noteiktu piemērošanu un nodibināt, Tautu Savienības desmitās sesijas laikā pārrunātās saskaņotās darbības vajadzībām, stabilus pamatus un uzticības atmosfēru, nolēma šajā nolūkā noslēgt savā starpā vienošanos un iecēla par saviem pilnvarotiem:

Vācu Valsts Prezidents:
R. SCHMIDT kungu, valsts saimniecības ministri.

Austrijas Republikas Federālais Prezidents:
E. PFLÜGL kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Beļģiešu Ķēniņš:
J. BRUNET kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri, Tautu Savienības ekonomiskās komitejas locekli;
A. L. J. JANSSEN kungu, muitas un akcīzes galveno direktoru.

Viņa Majestāte Lielbritanijas, Īrijas un Britaņu aizjūras territoriju Ķēniņš, Indijas Ķeizars:
Lielbritanijai un Ziemeļ-Īrijai, kā arī visām Britanijas Imperijas daļām, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi:
Seru Sydney CHAPMAN, K. C. B., C. B. E., Viņa majestātes valdības galveno padomnieku saimnieciskās lietās Lielbritanijā.

Viņa Majestāte Dānijas Ķēniņš:
W. BORBERG kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Igaunijas Republikas valdība:
A. SCHMIDT kungu, ārlietu ministra biedru.

Somijas Republikas Prezidents:
K. JÄRVINEN kungu, bijušo tirdzniecības un rūpniecības ministri, deputātu, Augstākās Tirdzniecības skolas profesoru.

Franču Republikas Prezidents:
P. E. FLANDIN kungu, tirdzniecības un rūpniecības ministri;
R. SEROT kungu, valsts apakšsekretāru zemkopībai.

Grieķu Republikas Prezidents:
R. RAPHAËL kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības, Chargé d'Affaires Bernē.

Viņa Majestāte Italijas Ķēniņš:
G. de MICHELIS kungu, senātoru, vēstnieku.

Latvijas Republikas Prezidents:
K. DUCMAŅA kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Viņa Majestātes Dienvidslāvijas Ķēniņa.

Viņas Ķēnišķīgā Augstība Luksemburgas Lielhercoģiene:
A. CALMES kungu, Beļģijas-Luksemburgas ekonomiskās savienības augstākās padomes locekli.

Viņa Majestāte Norveģijas Ķēniņš:
Hersleb BIRKELAND kungu, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņas Majestāte Holandes Ķēniņiene:
Doktoru L. J. A. TRIP, bijušo finanču departamenta galveno mantzini, bijušo Javas bankas priekšsēdētāju.

Polijas Republikas Prezidents:
F. SOKAL kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri, pastāvīgo delegātu pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Rumanijas Ķēniņš:
C. ANTONIADE kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Tautu Savienības.

Viņa Majestāte Zviedrijas Ķēniņš:
K. I. WESTMAN kungu, ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri pie Šveices Federālās Padomes.

Šveices Federālā Padome:
E. SCHULTHESS kungu, federālo padomnieku, publiskās ekonomijas departamenta vadītāju;
W. STUCKI kungu, tirdzniecības nodaļas direktoru federālā publiskās ekonomijas departamentā;
A. GASSMANN kungu, muitas galveno direktoru,

kuŗi, uzrādījuši savas pilnvaras, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojušies par sekojošiem noteikumiem:

I pants.

Augstās līdzējas puses apņemas neizlietot pirms 1931. gada 1. aprīļa tiesību uzteikt divpusīgos tirdzniecības līgumus, ko katra no viņām noslēgusi ar jebkuŗu citu Augsto līdzējo pusi, un kas šodien spēkā.

II pants.

Ja kāda no Augstām līdzējām pusēm, uz kuŗu neattiecas IV pants, pirms šās konvencijas izbeigšanās ir spiesta stāties pie muitas nodevu paaugstināšanas virs pašreiz pastāvošā līmeņa vai arī ievest pašreiz nepastāvošas muitas nodevas, kas varētu nopietni skart kādas Augstās līdzējas puses intereses, tad tai līdzējai pusei, kas sevi uzskata par aizskartu, tiklīdz iesniegts III pantā paredzētais paziņojums un ne vēlāk kā divu mēnešu laikā, skaitot no šā paziņojuma iesniegšanas, ir tiesība prasīt brīvu sarunu uzsākšanu, lai atjaunotu lauzto līdzsvaru.

Ja divu mēnešu laikā, skaitot no pieprasījuma dienas, šīm sarunām nebūtu panākumu, tad tai pusei, kas prasījusi sarunu uzsākšanu, ir tiesība nekavējoties uzteikt šo konvenciju, pie kam attiecībā uz viņu konvencija izbeidzas vienu mēnesi pēc uzteikuma paziņošanas Tautu Savienības ģenerālsekretāram. Šo uzteikšanu var izdarīt vai nu attiecībā uz visām Augstām līdzējām pusēm, vai arī tikai attiecībā uz to, kas paaugstinājusi nodevas vai ievedusi jaunas nodevas.

Uz muitas nodevu grozījumiem, kas izdarīti uz likumu pamata vai tādu steidzamu apstākļu dēļ, kuŗi spiež šos grozījumus nekavējoties piemērot, neattiecas iepriekšējie noteikumi par sarunām. Tomēr tā puse, kas sevi uzskata par aizkartu, patur šā panta otrā rindkopā paredzēto uzteikšanas tiesību.

III pants.

Katra Augstā līdzēja puse, kam piemērojams II pants, apņemas paziņot pārējām Augstām līdzējām pusēm par pastāvošo muitas nodevu paaugstinājumiem vai jaunu muitas nodevu ievešanu, ko viņa atrastu par vajadzīgu izdarīt, ja iespējams, divdesmit dienas pirms šo noteikumu piemērošanas, bet ja tas nav iespējams, tad tai brīdī, kad šos noteikumus publicē piemērošanai.

Saprotams, ka likumi, kas paredz tūlītēju muitas nodevu grozījumu ievešanu, dod pusēm tiesību nepiesūtīt iespriekš minēto paziņojumu.

IV pants.

Augstās līdzējas puses, kas līguma ceļā nekonsolidē savas muitas nodevas, vai dara to tikai ārkārtīgos gadījumos, apņemas līdz šās konvencijas izbeigšanai nepaugstināt aizsargnodevas virs pašreiz pastāvošo aizsargnodevu līmeņa, nedz ievest jaunas, pašreiz nepastāvošas aizsargmuitas nodevas.

V pants.

Ja kāda no IV pantā minētām Augstām līdzējām pusēm izvestu pirms šās konvencijas izbeigšanās fiskālo nodevu paaugstinājumus vai pašreiz nepastāvošas fiskālas nodevas, kas varētu nopietni skart kādas citas Augstās līdzējas puses intereses, tad tai līdzējai pusei, kas sevi uzskata par aizkartu, ir tiesība nekavējoties uzteikt šo konvenciju, pie kam attiecībā uz viņu konvencija izbeidzas vienu mēnesi pēc uzteikuma paziņošanas Tautu Savienības ģenerālsekretāram.

VI pants.

Neaizkarot plašākas saistības, kas izrietētu katrai Augstai līdzējai pusei no 1927. g. 8. novembra konvencijas par importa un eksporta aizliegumu un ierobežojumu atcelšanu spēkā stāšanos, Augstās līdzējas puses nepadarīs smagākus šajā ziņā pašreiz spēkā esošos noteikumus, bet pretējā gadījumā piemērojama šās konvencijas II un III pantā minētā procedūra.

VII. pants.

Ja kāda Augstā līdzēja puse izlietotu šās konvencijas II, V un VI pantā un parakstīšanas protokola (pie I panta) C punkta piektā rindkopā paredzēto uzteikšanas tiesību, tad ikviena cita Augstā līdzēja puse, kas uzskatītu, ka šādā kārtā notikusē uzteikšana var attiecībā uz viņu nopietni grozīt šās konvencijas līdzsvaru, var šo konvenciju nekavējoties uzteikt, pie kam attiecībā uz viņu konvencija izbeidzas vienu mēnesi pēc uzteikuma paziņošanas Tautu Savienības ģenerālsekretāram.

VIII pants.

a) I panta noteikumi nav attiecināmi uz tirdzniecības līgumiem, kas uzteikti pirms šās dienas.

No tādas uzteikšanas izrietošie tarifa paaugstinājumi nevar būt par iemeslu II pantā paredzētās procedūras ievadīšanai.

b) Pastāvošos tirdzniecības līgumus var šās konvencijas pastāvēšanas laikā atvietot ar divpusīgiem tirdzniecības līgumiem, kas parakstīti pirms šās dienas, bet vēl nav stājušies spēkā; šinī gadījumā pēdējiem piemērojams I pants.

No iepriekšējā rindkopā paredzētās atvietošanas izrietošie tarifa paaugstinājumi nevar būt par iemeslu II pantā paredzētās procedūras ievadīšanai.

c) Pagaidu līgumus, kas atvieto pirms šās dienas uzteiktos tirdzniecības līgumus un ir pašreiz spēkā, var šās konvencijas pastāvēšanas laikā atvietot ar galīgiem līgumiem, vai ar citiem pagaidu līgumiem. Pēdējiem galīgiem vai pagaidu līgumiem piemērojams I pants.

Tomēr, ja no šiem jaunajiem galīgiem vai pagaidu līgumiem izrietētu tarifa paaugstinājumi, tad tie var būt par iemeslu II pantā paredzētās procedūras ievadīšanai.

d) Divpusīgos tirdzniecības līgumus, kam piemērojams I pants, šās konvencijas pastāvēšanas laikā var grozīt vai atvietot, pilnīgi vai pa daļai, ar jauniem līgumiem.

Tomēr, lai varētu ievērot citu Augsto līdzēju un it sevišķi IV pantā minēto līdzēju pušu intereses, ir noteikts, ka ja no šiem jaunajiem līgumiem izrietētu tarifa paaugstinājumi, tad tie varētu būt par iemeslu II pantā paredzētās procedūras ievadīšanai.

IX pants.

Šī konvencija noslēgta uz vienu gadu, skaitot no 1930. gada 1. aprīļa.

Pirms 1931. g. 1. februāra katra Augstā līdzēja puse var paziņot Tautu Savienības ģenerālsekretāram savu nodomu izstāties no konvencijas dalībnieku skaita 1931. gada 1. aprīlī.

Ja šādu paziņojumu neiesniedz, tad konvencija paliek spēkā uz jaunu sešu mēnešu ilgu laiku, un tā jo projām no katriem sešiem mēnešiem uz turpmākiem sešiem mēnešiem. Divus mēnešus pirms katra šā sešus mēnešus ilgā laika sprīža notecējuma ikviena Augstā līdzēja puse var paziņot Tautu Savienības ģenerālsekretāram savu nodomu izstāties no konvencijas dalībnieku skaita pēc attiecīgā sešu mēnešu laika sprīža notecējuma.

X pants.

Ja kāda Augstā līdzēja puse izlietotu iepriekšējos pantos paredzēto iespēju izstāties no konvencijas dalībnieku skaita, tad ikviena Augstā līdzēja puse var likt priekšā, griežoties šajā nolūkā pie Tautu Savienības ģenerālsekretāra, savākt ziņas par visu Augsto līdzēju pušu uzskatiem, lai lemtu par konvencijas likteni. Ja ģenerālsekretārs atzīst par vajadzīgu, viņš sasauc Augsto līdzēju pušu sapulci, pie kam puses apņemas šajā sapulcē pedalīties.

XI pants.

Augstās līdzējas puses, nolēmušas piemērot šo konvenciju lojālas kopdarbības garā, apņemas atturēties no ikviena kaut kāda šāda vai tāda soļa, ar kuru varētu izvairīties no saistībām, kas izriet no šās konvencijas.

XII pants.

Šī konvencija, kuras franču un angļu teksts ir vienlīdz autentisks, apzīmējama ar šās dienas datumu, un ikviens Tautu Savienības loceklis, kā arī tajā nepiedalīgās valstis, kas bija reprezentētas konferencē, var šo konvenciju parakstīt līdz 1930. gada 15. aprīlim.

Šī konvencija ratificējama, un ratifikācijas dokumenti nododami pirms 1930. gada 1. novembra Tautu Savienības ģenerālsekretāram, kas nekavējoties notificēs to saņemšanu visiem Tautu Savienības locekļiem, kā arī visām tajā nepiedalīgām valstīm, kas reprezentētas konferencē, kura izstrādāja šo konvenciju, vai kas tai pievienojušās.

XIII. pants.

Tautu Savienības ģenerālsekretāram jāsasauc starp 1930. gada 1. un 15. novembri uz sapulci tās Augstās līdzējas puses, kas konvenciju ratificējušas, kā arī tās valstis, kas iesniegušas pievienošanās līgumu saskaņā ar XIV panta noteikumiem.

Šai sapulcei jānoteic konvencijas spēkā stāšanās diena un jāsastāda, ja vajadzīgs, to Tautu Savienības locekļu un tajā nepiedalīgo valstu saraksts, kuru pievienošanos uzskatītu par vajadzīgu, lai šī konvencija varētu stāties spēkā.

Tautu Savienības ģenerālsekretārs var uzaicināt uz šo sapulci visus šās konvencijas parakstītājus un, uz ikvienas šo konvenciju ratificējušas Augstās līdzējas puses lūgumu, jebkuru citu Tautu Savienības locekli vai tajā nepiedalīgu valsti, kas piedalās šajā konferencē.

XIV pants.

Ikviens Tautu Savienības loceklis un ikviena tajā nepiedalīga valsts var iesniegt Tautu Savienības ģenerālsekretāram lūgumu par pievienošanos šai konvencijai.

Tautu Savienības ģenerālsekretāram šis lūgums nekavējoties jānotificē Tautu Savienības locekļiem un tajā nepiedalīgām valstīm, kuru vārdā šī konvencija parakstīta, vai kas tai pievienojušies.

Tautu Savienības loceklis vai tajā nepiedalīga valsts, kas vēlas pievienoties šai konvencijai, norāda savā pievienošanās lūgumā, vai vēlas, lai piemērotu II vai IV panta noteikumus. Tikko konvencija stājusies spēkā saskaņā ar XIII panta noteikumiem, Tautu Savienības ģenerālsekretāram jāizprasa šajā jautājumā visu to Augsto līdzēju pušu domas, kas šo konvenciju ratificējušas. Pievienošanās uzskatāma par galīgu tikai ar visu Augsto līdzēju pušu piekrišanu. Tā stājas spēkā vienu mēnesi pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs notificējis notikušo vienošanos.

XV pants.

Katra Augstā līdzēja puse var parakstīšanas, ratificēšanas vai pievienošanās brīdī deklarēt, ka pieņemot šo konvenciju viņa neuzņemas nekādu pienākumuattiecībā uz visām savām kolonijām vai to daļām, protektorātiem vai territorijām, kas atrodas zem viņas suzerenitātes vai mandāta; tādā gadījumā šī konvencija nav piemērojama territorijām, uz kurām attiecas tamlīdzīga deklarācija.

Katra Augstā līdzēja puse var vēlāk paziņot Tautu Savienības ģenerālsekretāram, ka viņa vēlas, lai šo konvenciju piemērotu visām viņas territorijām vai to daļām, uz kurām attiecas iepriekšējā rindkopā minētā deklarācija. Šajā gadījumā piemērojama XIV pantā minētā procedūra.

Katra Augstā līdzēja puse var jebkurā laikā deklarēt, ka viņa vēlas izbeigt šās konvencijas piemērošanu visās kolonijās vai to daļās, protektorātos vai territorijās, kas atrodas zem viņas suzerenitātes vai mandāta; šajā gadījumā konvencijas piemērošana territorijās, par kurām izdarīta tāda deklarācija, pārtraucama vienu mēnesi pēc tam, kad Tautu Savienības ģenerālsekretārs deklarāciju saņēmis.

Šo apliecinot, pilnvarotie parakstīja konvenciju.

Izgatavots Ženēvā, tūkstots deviņi simti trīsdesmitā gada divdesmit ceturtā martā, vienā vienkāršā eksemplārā, kas deponējams Tautu Savienības archivā; apliecināts noraksts izsniedzams visiem Tautu Savienības locekļiem un visām tajā nepiedalīgām valstīm, kas konferencē reprezentētas.

VĀCIJA — SCHMIDT.

AUSTRIJA — E. PFLÜGL.

BEĻĢIJA

Kopīgi ar Luksemburgas Lielhercoģisti, Beļģijas-Luksemburgas ekonomiskās savienības vārdā.

J. BRUNET. A. JANSSEN.

LIELBRITANIJA un ZIEMEĻ-ĪRIJA,

kā arī visas Britaņu Imperijas daļas, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi:

Es deklarēju, ka mans paraksts neattiecas uz nevienu no Viņas Britaņu Majestātes kolonijām, protektorātiem vai territorijām zem suzerenitātes vai mandāta.

S. J. CHAPMAN.

DĀNIJA — William BORBERG.

IGAUNIJA — A. SCHMIDT.

SOMIJA — Kyösti JÄRVINEN.

FRANCIJA

Parakstot šo konvenciju, apakšā parakstījušies deklarē:

1⁰ ka II panta trešās rindkopas un III panta otrās rindkopas noteikumi piemērojami ražojumiem, kas minēti franču 1897. gada 13. decembra un 1929. gada 1. decembra likumos.

2⁰ ka Francijas valdība sakarā ar šo konvenciju neuzņemas attiecībā uz kolonijām, protektorātiem vai zem Francijas mandāta stāvošām territorijām nekādas citas saistības, kā tikai tās, kas izriet no spēkā esošiem tirdzniecības līgumiem.

Pierre Etienne FLANDIN. R. SEROT.

GRIEĶIJA — R. RAPHAËL.

ITALIJA

Parakstot šo konvenciju, Viņa Majestātes Italijas Ķeniņa pilnvarotais deklarē, ka konvencijas II panta 3. rindkopa un III pants, kā arī protokola noteikumi pie III panta, kuri runā par „steidzamiem apstākļiem", piemērojami, attiecībā uz Italiju, visiem gadījumiem, kad muitas nodevu grozījumus steidzamības kārtībā pieņem valdība ar aktu, kuram ir likumdošanas raksturs.

DE MICHELIS.

LATVIJA — Charles DUZMANS.

LUKSEMBURGA

Kopīgi ar Beļģiju, Beļģijas-Luksemburgas ekonomiskās savienības vārdā.

Albert CALMES.

NORVEĢIJA — Hersleb BIRKELAND.

HOLANDE

Es deklarēju, ka mans paraksts neattiecas uz Holandes Austrum-Indiju, Surinamu un Kirasao.

TRIP.

POLIJA*) — F. SOKAL.

RUMĀNIJA — C. ANTONIADE.

ZVIEDRIJA — K. I. WESTMAN

Ar nosacījumu, ka Viņa Majestāte Zviedrijas Ķeniņš ratificē ar Riksdaga piekrišanu.

ŠVEICE — SCHULTHESS. STUCKI. GASSMANN.

---

*) Polijas delegāts pie Tautu Savienības, Tautu Savienības ģenerālsekretāram, 1930. gada 12. aprīlī

„Parakstot šodien Tirdzniecības konvenciju un minētās konvencijas protokolu, kā arī protokolu par turpmāko sarunu programmu, kas pieņemti Ženēvā 1930. gada 24. martā, pagodinos paziņot savas valdības uzdevumā sekojošo:

Polijas valdība varēs nodot 1930. gada 24. martā tirdzniecības konvenciju ratificēšanai un ievest to spēkā tikai ar nosacījumu, ka citas valstis, piemērojot tarifus, kas pastāv 1930. gada 1. aprīlī, neizdarīs līdz minētās konvencijas spēkā stāšanās dienai ievērojamus grozījumus, kas būtu nelabvēlīgi Polijas eksportam.

Saņemiet, lūdzu...."

TIRDZNIECĪBAS KONVENCIJAS PROTOKOLS.

Parakstot šodien noslēgto tirdzniecības konvenciju, apakšā parakstījušies, pienācīgi pilnvaroti, vienojās par sekojošiem noteikumiem, kas nolemti šās konvencijas piemērošanas nodrošināšanai:

Pie I panta.

A.

Ar šās konvencijas izteicienu „tirdzniecības līgumi" jāsaprot visāda veida līgumi, konvencijas vai vienošanās — galīgi vai pagaidu — kas satur tirdznieciskus noteikumus, kā arī visi tiem pievienotie noligumi.

B.

Ir jāsaprot, ka divpusīgie tirdzniecības līgumi, kas izbeidzas noteiktā laikā bez iepriekšējas uzteikšanas un noslēgti starp divām jebkurām Augstām līdzējām pusēm, paliek spēkā šās konvencijas pastāvēšanas laikā, ievērojot VIII panta d noteikumus.

C.

Parakstot šo konvenciju, Austrija deklarē, ka viņa nevar piemērot minētās konvencijas noteikumus pašreiz spēkā esošiem tirdzniecības līgumiem starp viņu un Ungāriju un viņu un Čechoslovakiju.

Parakstot šo konvenciju, Čechoslovakija deklarē, ka viņa nevar piemērot minētās konvencijas noteikumus pašreiz spēkā esošam tirdzniecības līgumam starp viņu un Ungāriju.

Parakstot šo konvenciju, Ungārija, lai dotu iespēju Austrijai un Čechoslovakijai parakstīt šo konvenciju, deklarē, ka viņa pieņem piebildumus, ko šīs valstis izteikušas iepriekšējās 1. un 2. rindkopās.

Tāpat Čechoslovakija, lai dotu iespēju Austrijai parakstīt šo konvenciju, deklarē, ka viņa pieņem piebildumu, ko šī valsts izteikusi augšējā, pirmā rindkopā.

Ja sarunas starp augšminētām trim valstīm vai kāda patlaban pastāvoša līguma uzteikšana novestu pie nodevu paaugstināšanas, Augstās līdzējas puses vienojas, ka katrai no tām tādā gadījumā ir tiesība šo konvenciju uzteikt, paziņojot par to vienu mēnesi iepriekš, attiecībā uz vienu vai divām pusēm, kuras prasījušas uz iepriekš minētiem līgumiem neattiecināt šo konvenciju, vai arī, nepiemērojot II panta noteikumus, attiecībā uz visām Augstām līdzējām pusēm.

Ir jāsaprot, ka C paragrafa noteikumi piemērojami vienīgi patlaban nodomātā triju augšminēto līgumu caurskatīšanā.

D.

Augstās līdzējas puses, ņemot vērā sevišķo Grieķijas stāvokli viņas galveno ražojumu eksporta ziņā, atzist, ka Grieķija var izlietot savas tirdzniecības līgumos paredzētās atsacīšanās tiesības, kad šo līgumu parakstījušas Augstās līdzējas puses soļi nopietni apdraudētu preču apmaiņas līdzsvaru Grieķijai par labu, pie kam viņas šo atsacīšanās tiesību izlietošanu neuzskatīs par I panta pienākumu pārkāpšanu.

Pie II panta.

A.

II panta noteikumi neattiecas uz varbūtējiem muitas nodevu grozījumiem, kas noteikti paredzēti vai atļauti vēlākais līdz šai dienai parakstītās vienošanās. Tāpat tie neattiecas uz gadījumu, kad nodevu, kas uz laiku pazemināta zem noteiktās likmes, ar autonomu tarifu paaugstinātu līdz šai likmei.

B.

Ir jāsaprot, ka šās konvencijas noteikumi nav piemērojami gadījumā, kad konvencionālās nodevas, kas paredzētas kādā tirdzniecības līgumā ar kādu valsti, kura šai konvencijai nav pievienojusies, atkrīt ar minētā tirdzniecības līguma uzteikšanu.

Uzteiktā līgumā paredzētās konvencionālās nodevas šajā gadījumā var atvietot ar autonomā tarifa nodevām vai ar tādām konvencionālām nodevām, kas pamatojas uz citiem spēkā esošiem līgumiem.

Pie II un V panta.

Ir jāsaprot, ka Augstām līdzējām pusēm, paredzot II panta trešā rindkopā un V pantā varbūtēju konvencijas uzteikšanu, nav bijis nodoms aizliegt draudzīgas vienošanās, ciktāl to atļauj ieinteresēto valstu stāvoklis un likumi.

Pie III panta.

Augstās līdzējas puses paziņo, ka viņas apņemas ievērot III pantā noteikto divdesmit dienu iepriekšējās uzteikšanas termiņu visos gadījumos, kad viņu likumi nav tam par šķērsli, kā arī kad lietas steidzamība nespiestu paaugstināt pastāvošās vai ievest jaunas muitas nodevas.

Pie IV panta.

IV pantā minētās Augstās līdzējas puses ir: Lielbritānija, Dānija, Norveģija, Holande un Portugāle.

Pie V panta.

IV pantā minētās Augstās līdzējas puses paziņo, ka izteiciens „fiskālās nodevas" nav jāsaprot plašākā nozīmē, un ka ar šo izteicienu neapzīmēs nodevas, kas ievestas ar sevišķu nolūku aizsargāt nacionālo ražošanu pret ārzemju konkurenci.

Pie VIII panta (d).

Augstās līdzējas puses vienojas, ka VIII (d) panta noteikumu nolūks galvenā kārtā ir radīt iespēju pazemināt tās nodevas, kas ir tirdzniecisko sarunu parastais priekšmets, neradot tomēr šķēršļus nodevu paaugstināšanai divpusīgu līgumu ceļā, nokārtojot sīkākas lietas.

Pie XV panta.

Šo konvenciju piemēros Lamanša salām un Mana salai līdzīgi kolonijām.

Šim protokolam tāds pats spēks, nozīme un termiņš, kā šodien noslēgtai konvencijai, un tas uzskatāms par tās nešķiramu daļu.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies sastādīja šo protokolu.

Izgatavots Ženēvā, 1930. gada 24. martā vienā eksemplārā, kas deponējams Tautu Savienības sekretāriāta archīvos; tā apliecinātu norakstu izsniegs visiem Tautu Savienības locekļiem un visām tajā nepiedalīgām valstīm, kas konferencē reprezentētas.

VĀCIJA SCHMIDT.
AUSTRIJA E. PFLÜGL.
BEĻĢIJA
Kopīgi ar Luksemburgas Lielhercoģisti, Beļģijas-Luksemburgas ekonomiskās savienības vārdā.
J. BRUNET. A. JANSSEN.
LIELBRITANIJA un ZIEMEĻ-ĪRIJA,
kā arī visas Britaņu Imperijas daļas, kas nav atsevišķi Tautu Savienības locekļi.
Es deklarēju, ka mans paraksts neattiecas uz nevienu no Viņas Britaņu Majestātes kolonijām, protektorātiem vai territorijām zem suzerenitātes vai mandāta.
S. J. CHAPMAN.
DĀNIJA William BORBERG.
IGAUNIJA A. SCHMIDT.
SOMIJA Kyösti JÄRVINEN.
FRANCIJA Pierre Etienne FLANDIN, R. SEROT.
GRIEĶIJA R. RAPHAËL.
ITALIJA DE MICHELIS.
LATVIJA Charles DUZMANS.
LUKSEMBURGA
Kopīgi ar Beļģiju, Beļģijas-Luksemburgas ekonomiskās savienības vārdā.
Albert CALMES.
NORVEĢIJA Hersleb BIRKELAND.
HOLANDE
Es deklarēju, ka mans paraksts neattiecas uz Holandes Austrum-Indiju, Surinamu un Kirasao
TRIP.
POLIJA F. SOKAL.
RUMĀNIJA C. ANTONIADE.
ZVIEDRIJA K. I. WESTMAN.
ŠVEICE SCHULTHESS, STUCKI, GASSMANN.

Konvencijas un protokola tulkojuma teksts pieņemts Saeimas 1930. g. 24. oktobra plēnārsēdē.

J. Breikšs,
Saeimas sekretārs.

SAEIMA.

Sēde 28. oktobrī.

Sēdi atklāj priekšsēdētājs Dr P. Kalniņš pulksten 5.

Iesniegto jautājumu algu lietā kādā zāģētavā, ko motivē J. Balodis, nodod valdībai.

Turpinās debates uz iekšlietu ministra atbildes runu pieprasījumā par Valmieras apriņķa valdes priekšsēdētāja Cauces rīcību. Debatēm beidzoties, kreisie runātāji iesniedz pārejas formulu, kurā teikts, ka iekšlietu ministra atbilde nav apmierinoša. Saeima tomēr ar 52 pret 35 balsīm pieņem A. Alberinga iesniegto vienkāršo, nemotivēto pārejas formulu, ar ko ministrim tiek izteikta uzticība.

Tieslietu ministris J. Pabērzs atbild uz N. Maizeļa jautājumu par kādas židietes nepieņemšanu valsts dienestā. Ministra atbildei seko debates, pēc kam sēdi slēdz.

Nākošā sēde otrdien, 4. novembrī.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Braslavas pagastā, Valmieras apriņķī, esošo Braslavas muižas zemes gabalu:

1) Emmai, Jānim un Vallijai Cimmeriem piešķirtā № 36F — „Pļaviņas" un 2) Jānim Grīnvaldam piešķirtā № 25F — „Birznieki" izpirkšanas līgumi №№ 11094 un 11184, kuŗus zemkopības ministrija sastādījusi un 1925. gada 19. un 20. novembrī vienpusīgi parakstījuši ministrijas pārstāvji, — nozuduši, kādēļ tos uzskatīt par anullētiem.

1930. g. 28. oktobrī. № 17570-C.

Zemkopības departamenta
direktora v. E. Maciņš.
Zemes vērtēšanas daļas vadītāja v.
K. Šnornieks.

Iekšlietu ministrijas pašvaldības departaments

paziņo, ka iekšlietu ministris ar š. g. 6. oktobra rezolūciju, pamatojoties uz 1922. g. 14. jūlija likuma (Lik. kr. 136) 14. p. 2. daļu, atļāvis pārdēvēt Ilūkstes apriņķī, Dēmenes pagastā atrodošos zemes gabalu — „Dideliški" mājas vārdā „Lielzemju" mājas.

Rīgā, 1930. g. 27. oktobrī. № 92836.

Pašvaldības departamenta
direktors J. Zankevics.
19225 Nodaļas vadītājs J. Ziemanis.

Iekšlietu ministrijas pašvaldības departaments

paziņo, ka iekšlietu ministris ar š. g. 2. oktobra rezolūciju, pamatojoties uz 1922. g. 14. jūlija likuma (Lik. kr. 136) 14. p. 2. daļu, atļāvis pārdēvēt Tukuma apriņķī, Matkules pagastā atrodošos zemes gabalus ar nosaukumu „Kurmiņ" un „Aleksandrovo" mājas vārdā „Vecābeles".

Rīgā, 1930. g. 27. oktobrī. № 92839.

Pašvaldības departamenta
direktors J. Zankevics.
19223 Nodaļas vadītājs J. Ziemanis.

Izlabojums.

„Valdības Vēstneša" š. g. 236. numurā iespiestā muitas departamenta rīkojumā № 232, 8. rindiņā, kur stāv „138. Engalisal", jābūt **„138. Egalisal"**.

Saldus iecirkņa miertiesnesis
izbeidz „Valdības Vēstneša" 1927. g. 246. numurā iespiesto Mikeļa Bandenieka meklēšanu.
Saldū, 1930. g. 25. oktobrī. № 192/29.
Miertiesnesis Fr. Elaus.

Valdības vietējo iestāžu rīkojumi.

Rīkojums.

Liepājas-Aizputes apriņķī trakuma sērga suņu starpā izbeigusies. Tāpēc ar š. g. 1. novembri atceļu savu 1929. gada rīkojumu № 10755/I, publicētu „Valdības Vēstneša" 1929. gada 272. numurā, ar kuŗu Liepājas-Aizputes apriņķis bij izsludināts uz nenoteiktu laiku par trakuma sērgas apdraudētu.

Liepājā, 1930. g. 27. oktobrī. № 10755/I.

Liepājas-Aizputes apr. priekšnieks
Legzdiņš.

Māksla.

Nacionālā opera. Trešdien, 29. oktobrī, „Burvju strēlnieks". Dirigents prof. Georgs Šnēfogts. — Ceturtdien, 30. oktobrī, „Rožukavalieris". Dirigents prof. Georgs Šnēfogts.

Nacionālais teātris. Trešdien, 29. oktobrī, pulksten 7.30 vakarā pirmo reizi Paula Franka komēdija „Pirmās šķiras viesnīcā" (Grand Hôtel) J. Zariņa režijā. Piedalās pirmie spēki. Abonementiem 6. bilete. — Ceturtdien, 30. oktobrī, pulksten 7.30 vakarā Arnolda un Bacha komēdija „Pie Sloku ezera". — Piektdien, 31. oktobrī, pulksten 2 dienā Annijas Simsones viesizrādē A. Brigaderes „Šuvējas sapnis". Pulksten 7.30 vakarā P. Franka komēdija „Pirmās šķiras viesnīcā". — Sestdien, 1. novembrī, pulksten 7.30 vakarā tautas izrādē P. Aldres „Līdumnieki".

Dailes teātris. Trešdien, 29. oktobrī, pulksten 7.30 vakarā prof. Paula Zaksa viesizrādē 91. reizi „Trejmeitiņas". Studentiem, skolniekiem un karavīriem puscenas. — Biedrība „Piektais gads" ceturtdien, 30. oktobrī, svin 1905. gada oktobra revolūcijas piemiņu. Izrādīs Anša Gulbja drāmu „Pēc simts gadiem", kuŗā attēlota piektā gada revolūcijas izcelšanās tās īsais triumfs un apspriešana ar Orlova soda ekspedīcijas un baronu palīdzību. Pirms izrādes Saeimas deputāta A. Petrevica runa par 1905. g. vēsturisko nozīmi.

KURSI

Rīgas biržā 1930. gada 29. oktobrī.

Devīzes:	
1 Amerikas dollars	5,182—5,192
1 Anglijas mārciņa	25,19—25,24
100 Francijas franku	20,29—20,44
100 Beļģijas belgu	72,10—72,65
100 Šveices franku	100,40—101,15
100 Italijas liru	27,07—27,28
100 Zviedrijas kronu	138,95—139,65
100 Norveģijas kronu	138,45—139,15
100 Dānijas kronu	138,50—139,20
100 Austrijas šiliņu	72,85—73,55
100 Čechoslovakijas kronu	15,31—15,46
100 Holandes guldeņu	208,55—209,60
100 Vācijas marku	123,35—124,00
100 Somijas marku	12,97—13,09
100 Igaunijas kronu	137,80—138,50
100 Polijas zlotu	57,55—58,75
100 Lietavas litu	51,40—52,10
Dārgmetali:	
Zelts 1 kg	3425—3445
Sudrabs 1 kg	53—61
Vērtspapīri:	
5% neatkarības aizņēmums	98—100
4% Valsts prēm. aizņēmums	98—100
6% Zemes bankas ķīlu zīmes	92—93
8% Hipotēku bankas ķīlu zīmes	96—97

Rīgas biržas kotācijas kommisijas
priekšsēdētājs J. Skujevics.
Zvērināts biržas mākleris Th. Šummers.

Redaktors M. Ārons.

Šim numuram 8 lapas puses.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p., paziņo, ka **1930. g. 11. novembri** minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasīs 1930. g. 26. jūlijā Rīgā mir. Jāņa-Vilhelma dēla Mansfelda (Mansfeldta) testamentu.

Rīgā, 1930. g. 27. oktobrī.

Priekšsēd. v. A. Veidners.

19146r Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p., paziņo, ka **1930. g. 11. novembri** minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasīs 1930. g. 25. septembrī Rīgā mir. Friča Anša dēla Liparta testamentu.

Rīgā, 1930. g. 25. oktobrī.

Priekšsēd. v. A. Veidners.

19147r Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļa saskaņā ar Civ. proc. lik. 1958. p., paziņo, ka **1930. g. 11. novembri** minētās nodaļas atklātā tiesas sēdē nolasīs 1930. g. 10. sept. Rīgā mir. Pāvila (Paula) Jāņa dēla Guseva testāmentu.

Rīgā, 1930. g. 25. oktobrī.

Priekšsēd. v. A. Veidners.

19148r Sekretāra v. P. Birkens.

Rīgas pilsētas II iec. miertiesn., saskaņā ar Sod. lik. 218. p. izsludina, ka ar viņa 1930. g. 30. jūnija spriedumu Elizabete Blūms viņas apsūdzībā pēc Sodu lik. 210. p., par tirgošanos ar maltu gaļu, kuŗai piemaisīta konservu sāls, atzīta par vainīgu un sodīta ar Ls 25,— vai maksāt nespējas gadījumā ar arestu uz 7 dienām, piedzenot no viņas Rīgas pilsētas veselības nodaļai par labu Ls 8,— izmeklēšanas izdevumus.

Atzīme: Spriedums stājies likumīgā spēkā. Elizabete Blūms ir gaļas galda № 63 Daugavmalas tirgū īpašniece. № 1144

Rīgā, 1930. g. 23. oktobrī.

19012z Miertiesn. v. (paraksts).

Ventspils 1. iec. miertiesnesis, uz Civ. proc. lik. 1460[46]. p. un sava šīs dienas lēmuma pamata izsludina par nederīgu pilnvaru, kuŗu izdevis Šolums (Jeannot-Žanis) Meiers Kārlim Krista d. Kasparovičam pie Ventspils notāra Suleks-Freimaņa 1928. g. 8. oktobrī ar reģ. № 3830.

Ventspilī, 1930. g. 17. oktobrī.

19014z № 1082c./30.

Miertiesnesis R. Zemols.

Rīgas apgabaltiesas 4. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Rīgā, Merķeļa ielā № 7, dz. 8, paziņo, ka **1930. g. 5. novembri**, pulksten 10 dienā, Rīgā, Valdemāra ielā № 4, dz. 8, pārdos Artura **Krodera** kustamu mantu, sastāvošu no mēbelēm, gleznām un tepiķa un novērtētu par Ls 540,— un + Ls 570,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 28. oktobrī.

L. № 56. 19224

Tiesu izpild. V. Požariskis.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembri**, plkst. 10 dienā, Rīgā, Puškina ielā № 18, eksprešu nol. k/s. „Darmstädter un Nationalbank" lietā pārdos Aleksandra **Firksera** kustamo mantu, sastāvošu no manufaktūras un novērtētu par Ls 1490.

Izzināt sarakstu novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 22. oktobrī.

19201r Tiesu izp. J. Zirģels.

Rīgas apgabaltiesas 6. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembri**, plkst. 1 dienā, Rīgā, Blaumaņa ielā № 5a, dz. 12, Kurta Hilsira un citu lietās pārdos Jecheckieļa **Minska** kustamo mantu, sastāvošu no mēbēlēm un novērtētu par Ls 545.

Izzināt sarakstu novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 22. oktobrī.

19202r Tiesu izpild. J. Zirģels.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembrī**, plkst. 10 dienā, Rīgā, Torņa ielā № 31, pārdos Pētera **Tupiņa** kustamo mantu, sastāvošu no filtermašīnas un korķējamās mašīnas, novērtētu par Ls 260.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 25. oktobrī.

19203r Tiesu izp. L. Jakstiņš.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembrī**, plkst. 10 dienā, Rīgā, 1. Kalēju ielā № 9/11, (ekspreču nol.) I un II ūtrupē pārdos Gitas **Levitas** kustamo mantu, sastāvošu no dāmu apģērbiem, novērtētu par Ls 6005

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 25. oktobrī.

19204 Tiesu izpild. L. Jakstiņš.

Rīgas pagabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 7. novembri**, plkst. 10 dienā, Rīgā, Blaumaņa ielā № 5a, dz. 8, (kancelejā) II ūtrupē pārdos Mozes **Vospes** kustamo mantu, sastāvošu no obligācijas uz nekustamo īpašumu atrod. Rīgas apr. Mangaļu pag., zemes grām. reģ. № 5831, novērtētu par Ls 4000.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 25. oktobrī.

19206r Tiesu izp. L. Jakstiņš.

Rīgas apgabaltiesas 7. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 11. novembrī**, plkst. 10 dienā, Rīgā, m. Ķēniņu ielā № 14, II ūtrupē pārdos Ženijas-Annas **Rotast** kustamo mantu, sastāvošu no mēbelēm, novērtētu par Ls 890.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 27. oktobrī.

19205r Tiesu izp. L. Jakstiņš.

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembrī**, pulkst. 10.30 dienā, Rīgā, Marijas ielā № 128, pārdos a/s **„A. Jansons un Ko."** kustamo mantu, sastāvošu no vienas kopējamās mašīnas, novērtētu par Ls 2000,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 21. oktobrī.

19234 Tiesu izp. J. Driba.

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembrī**, pulksten 11 dienā, Rīgā, Rēveles ielā № 56, pārdos Kārļa **Alberta** kustamo mantu, sastāvošu no viena rakstāmgalda u. c., novērt. par Ls 680,—.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 21. oktobrī.

19235 Tiesu izp. J. Driba.

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 5. novembrī**, plkst. 12,30 dienā, Rīgā, Pērnavas ielā № 10a, dz. 1, pārdos Richarda **Lindhamera** kustamo mantu, sastāvošu no 1 auto firmas „Ševrolet", novērtētu par Ls 270.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 21. oktobrī.

19207r Tiesu izp. J. Driba.

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 6. novembrī**, plkst. 10,30 dienā, Rīgā, Valmieras ielā № 8, fabrikā, pārdos **Rīgas kokvilnas tirdzniec. un rūpniecības a/s.** kustamo mantu sastāvošu no desmit aužamām stellēm, novērtētu par Ls 1000.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 21. oktobrī.

19208r Tiesu izp. J. Driba.

Rīgas apgabaltiesas 8. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 6. novembrī**, plkst. 11 dienā, Rīgā, Rūjienas ielā № 2, čug. lietuvē, pārdos Zeimas un Roberta **Müllera** kustamo mantu, sastāvošu no 1000 pudiem gatava čuguna, novērtētu par Ls 500.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Rīgā, 1930. g. 21. oktobrī.

19209r Tiesu izp. J. Driba.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 6. novembrī**, plkst. 10 dienā, Rīgā, Dzirnavu ielā № 80, Gureviča, Soloveičika veikalā, pārdos otrā ūtrupē Kasrielim **Kapilovičam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no dažādām drēbēm un cepurēm un novērtētu par Ls 960.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19181r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 8. novembrī**, plkst. 10 dienā, Lielvārdes pagasta „Liel-Druvās" pārdos otrā ūtrupē Andrejam **Slasportam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no govīm, šindeļu mašīnas ar zāģiem un zāles pļaujmašīnas un novērtētu par Ls 500.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 27. oktobrī.

19183r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 8. novembrī**, plkst. 1 d., Jumpravas pagasta „Strautiņos" pārdos Rūdolfam **Siliņam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no vienas ķēves, govs un teles un novērtētu par Ls 450.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 27. oktobrī.

19182r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 10. novembrī**, plkst. 11 dienā, Meņģeles pagasta „Jaun-Gabaliņos" pārdos Aleksandram **Rozenkopfam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no divām govīm un novērtētu par Ls 300.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19180r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 10. novembrī**, plkst. 12 dienā, Meņģeles pagasta „Kangaros" pārdos otrā ūtrupē Kārļam **Jirgenam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no divām govīm un novērtētu par Ls 380.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19179r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 10. novembrī**, plkst. 1 d., Meņģeles pag. „Silaklemšos" pārdos otrā ūtrupē Kārļam **Zilberam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no vienas ķēves un novērtētu par Ls 450.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19178r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 11. novembrī**, plkst. 10 dienā, Taurupes pagasta „Lejas-Miķelenos" pārdos otrā ūtrupē Rūdolfam **Lukstiņam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no govīm un novērtētu par Ls 650.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19184r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, paziņo, ka **1930. g. 11. novembrī**, plkst. 12 dienā, Plāteres pagasta „Pīlupos" pārdos otrā ūtrupē Kārļam **Avotiņam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no govīm un novērtētu par Ls 1050.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19177r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 11. novembrī**, plkst. 4 dienā, Ķeipenes pagasta „Mežmaļos" pārdos otrā ūtrupē Mārtiņam **Ziemeļam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no zirgiem un govīm un novērtētu par Ls 600.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19176r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 12. novembrī**, plkst. 10 dienā, Zaubes pagasta „Melderos" pārdos otrā ūtrupē Jāņam **Krastiņam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no zirgiem, govīm un labības pļaujmašīnas un novērtētu par Ls 1150.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19172r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 12. novembrī**, plkst. 12 dienā, Zaubes pagasta „Ragaiņos" pārdos Robertam **Bleikšam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no 3 govīm un novērtētu pa Ls 400.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19174r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 12. novembrī**, plkst. 2 dienā, Zaubes pagasta „Mestrenēs" pārdos Otto **Krūmiņam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no vienas ķēves un teles un novērtētu par Ls 280.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19173r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabaltiesas Rīgas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka **1930. g. 12. novembrī**, plkst. 3 dienā, Zaubes pagasta „Lejas-Andricēnos" pārdos Jāņam **Micpapam** piederošo kustamo mantu, sastāvošu no divām govīm un novērtētu par Ls 360.

Izzināt sarakstu, novērtējumu, kā arī apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.

Jumpravā, 1930. g. 20. oktobrī.

19175r Tiesu izp. A. Ozoliņš.

Rīgas apgabalt. Valmieras apr. 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Valmierā, Gaŗā ielā № 4, paziņo:

1) ka izpildot Rīgas pils. XII iec. miertiesneša 1930. g. 15. aug. sprieduma uzrakstu № 1893, par Ls 254 ar % un izdevumu piedzīšanu no Jāņa Augusta par labu Jānim Lasmanim un Augustam Leinasaram **1931. g. 5. februārī**, pulksten 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Jāņa Jāņa d. **Augusta** nekustamo īpašumu, kas atrodas Valmieras apriņķī, Burtnieku draudzē ar zemes grāmatu reģ. № 1627 un sastāv no Vredes muižas zemnieku zemes atdalītām „Mazjāņu" mājām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 6000, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civ. proc. lik. 1871. p. noteikumiem;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 20.600;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kaŗ pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 19092

Valmierā, 1930. g. 28. oktobrī.

Tiesu izp. O. Kasparsons.

Rīgas apgabaltiesas Valmieras apriņķa 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Valmierā, Gaŗā ielā № 4, paziņo:

1) ka izpildot Valmieras apr. III iec. miertiesneša sprieduma uzrakstus no 1930. g. 17. febr. №№ 304, 305, no 1930 g. 10. marta № 355 u. c. par Ls 1190,— ar % un izdevumu piedzīšanu no Jāņa Kurzemnieka par labu Skultes krāj-aizdevu sabiedrībai un Kārlim Baumanim **1931. g. 5. februārī**, plkst. 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos II izsolē pārdos Jāņa Miķeļa d. **Kurzemnieka** nekustamo īpašumu, kas atrodas Valmieras apr., Umurgas draudzē, ar zemes grāmatu reģ. № 6777 un sastāv no Ķipenes muižas zemnieku zemes „Nores" mājām, ar zemes grāmatu reģ. № 735, atdalītām „Prātiņu" mājām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 5500,—, bet solīšana sāksies saskaņā ar civ. proc. lik. 1885. p. noteikumiem;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3500,—;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kaŗ pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 19093

Valmierā, 1930. g. 28. oktobrī.

Tiesu izp. O. Kasparsons.

Rīgas apgabaltiesas Valmieras apr. 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Valmierā, Gaŗā ielā № 4, paziņo:

1) ka izpildot Rīgas apgabaltiesas III civilnodaļas 1930. g. 16. septembŗa pavēli № 330354 par Ls 106,38 ar % un izdevumu piedzīšanu no Alfreda Līdakas par labu Valsts zemes bankai **1931. gada 5. februārī**, pulksten 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Alfreda Friča dēla **Līdakas** nekustamo īpašumu, kas atrodas Valmieras apr., Salacas pagastā ar zemes grāmatu reģ. № 12653 un sastāv no Vecsalacas muižas muižu zemes atdalītā zemes gabala „Apses № 19 F";

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 4000,—;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 2800,—;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kaŗ pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 19094

Valmierā, 1930. g. 28. oktobrī.

Tiesu izp. O. Kasparsons.

Rīgas apgabaltiesas Valmieras apriņķa 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Valmierā, Gaŗā ielā № 4, paziņo:

1) ka izpildot Rīgas pils. XII iec. miertiesneša 1930. g. 15. aug. sprieduma uzrakstu № 1893, par Ls 254 ar % un izdevumu piedzīšanu no Jāņa Augusta par labu Jānim Lasmanim un Augustam Leinasaram **1931. g. 5. februārī**, pulksten 10 rītā, Rīgas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Jāņa Jāņa d. **Augusta** nekustamo īpašumu, kas atrodas Valmieras apriņķī, Burtnieku draudzē ar zemes grāmatu reģ. № 1627 un sastāv no Vredes muižas zemnieku zemes atdalītām „Mazjāņu" mājām;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 6000, bet solīšana sāksies saskaņā ar Civ. proc. lik. 1871. p. noteikumiem;

3) ka bez augšminētās prasības īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 20.600;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved Rīgas-Valmieras zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kaŗ pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Rīgas apgabaltiesas 3. civilnodaļas kancelejā. 19095

Valmierā, 1930. g. 28. oktobrī.

Tiesu izp. O. Kasparsons.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas pilsētas tiesu izpildītājs paziņo, ka šā gada „Vald. Vēstn." 172. numurā izsludinātā Jānim **Remiņam** un citiem piederošo Nogales pag. „Kaive" māju, ar zemes grām. reģ. № 1399 pārdošanu publiskā izsolē 1930. g. 5. novembrī, plkst. 10 rītā, **atcelta.**

Jelgavā, 1930. g. 25. oktobrī.

19189r Tiesu izp. K. Burdais.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas pilsētas tiesu izpildītājs paziņo, ka šā gada „Vald. Vēstn." 184. numurā izsludinātā Adamam **Biruļam** piederošo Blīdenes pag. „Liepenu" māju, ar zemes grāmatu reģ. № 4781 pārdošana publiskā izsolē 1930. g. 5. novembrī, plkst. 10 rītā, **atcelta.**

Jelgavā, 1930. g. 25. oktobrī.

19186r Tiesu izp. K. Burdais.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas pilsētas tiesu izpildītājs paziņo, ka šā gada „Vald. Vēstn." 184. numurā izsludinātā Ernestam **Aboliņam** piederošo Sērenes pag. „Āboliņu" māju, ar zemes grāmatu reģ. № 5536, pārdošana publiskā izsolē 1930. g. 5. novembrī, plkst. 10 rītā, **atcelta.**

Jelgavā, 1930. g. 25. oktobrī.

19188r Tiesu izp. K. Burdais.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas pilsētas tiesu izpildītājs paziņo, ka šā gada „Vald. Vēstn." 208. numurā izsludinātā Krišam **Briedim** piederošo Remtes pag. „Kalna-Grāvenieku" māju, ar zemes grāmatu reģ. № 8195, pārdošana publiskā izsolē 1930. g. 26. novembrī, plkst. 10 rītā, **atcelta.**

Jelgavā, 1930. g. 25. oktobrī.

19187r Tiesu izp. K. Burdais.

Jelgavas apgabalt. Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Jelgavā, Blaumaņa ielā № 4, dz. 2, paziņo:

1) ka Indriķa Brikmaņa un citu prasību piedziņai no Elzas-Natalijas Indriķa m. Matuzelis, pēc Jelgavas apgabaltiesas uzdevuma no šā gada 17. oktobŗa ar № 44617, **1931. g. 11. februārī**, pulksten 10 rītā, Jelgavas apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskā izsolē pārdos Elzai Natalijai Indriķa m. **Matuzelis** nekustamo mantu Jelgavas apr., Šķibes pag., Šķibes muižas Strīku mājas ar zemes grāmatu № 3799;

2) ka immobils publiskai izsolei novērtēts par Ls 30.000;

3) ka bez augšminētās prasības immobils apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 6500 ar %;

4) ka personām, kas vēlas pie izsoles dalību ņemt jāiemaksā drošības nauda — desmitā daļa no novērtējuma summas un jāstāda priekšā apliecība par to, ka no tieslietu ministrijas puses nav šķēršļu minētām personām iegūt nekustamo mantu, un

5) ka zemes grāmatas šim lauku imobilim ved Jelgavas-Bauskas zemes grāmatu nodaļa.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo immobilu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības ir jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo nekustamo mantu ir ieskatāmi Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītāja kancelejā.

Jelgavā, 1930. g. 27. oktobrī.

19185 Tiesu izpildīt. J. Vīksna.

Jelgavas apgabaltiesas Talsu apriņķa tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Talsos, Slimnīcas ielā № 1, paziņo:

1) ka Valsts zemes bankas prasības apmierināšanai **1931. g. 7. janvārī**, pulksten 10 rītā, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Ģirta Jūles d. **Brīvkalna-Freiberga** nekustamo īpašumu Talsu apr., Ārlavas pagasta, Ārlavas muižas „Upenieki" № 52 F mājas, 17,88 hektaru platībā, ar zemes grāmatu reģ. № 5282;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 3200,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipot. parādiem par Ls 2900,— ar %%;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas; un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam tiek vestas Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Talsu apriņķa tiesu izpildītāja kancelejā. 19097

Talsos, 1930. g. 22. oktobrī.

Tiesu izp. v. i. P. Kupševics.

Jelgavas apgabaltiesas Talsu apr. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Talsos, Slimnīcas ielā № 1, paziņo:

1) ka Evalda Vilsona prasības apmierināšanai **1931. g. 7. janvārī**, pulksten 10 rītā, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Kārļa Viļa dēļa **Neilanda** un citu nekustamo īpašumu Talsu apr., Sabiles pilsētā ar hip. № 21B;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 5000,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipot. parādiem par 1000 krievu rubļiem;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam tiek vestas Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Talsu apriņķa tiesu izpildītāja kancelejā. 19098

Talsos, 1930. g. 22. oktobrī.

Tiesu izp. v. i. P. Kupševics.

Jelgavas apgabaltiesas Talsu apriņķa tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Talsos, Slimnīcas ielā № 1, paziņo:

1) ka Talsu apriņķa apvienotās kredītbiedrības u. c. prasību apmierināšanai, **1931. g. 7. janvārī**, plkst. 10 rītā Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Ernesta Juliusa d. **Freimaņa** nekustamo īpašumu Talsu apr., Ārlavas pag. Ārlavas muižas Dreimaņu № 4F mājas, 18,25 hektaru platībā, ar zemes grāmatu reģ. № 3096;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 3000,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 3900 ar %%;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas, un

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam tiek vestas Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai. Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Talsu apriņķa tiesu izpildītāja kancelejā.

Talsos, 1930. g. 22. oktobrī.

19100 Tiesu izp. v. i. P. Kupševics.

Rīgas prēf. 12. iec. pr-ks izslud. par ned. nozaudēto karakl. apl. № 2389, izd. no Aizputes kājn. p. kom. 1930. g. 27. martā Hermanim-Hugo Siliņam. 19211z

Jelgavas apgabaltiesas Talsu apr. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Talsos, Slimnīcas ielā № 1, paziņo:

1) ka Evalda Vilsona prasības apmierināšanai **1931. g. 7. janvārī,** pulksten 10 rītā, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Emilijas Anša m. **Neilands** un citu nekustamo īpašumu Talsu apr., Sabiles pilsētā ar zemes grāmatu reģ. № 47;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 5000,—;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipot. parādiem par 1000 kr. rub.;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas, un

5) ka zems grāmatas šim īpašumam ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Talsu apriņķa tiesu izpildītāja kancelejā. 19099

Talsos, 1930. g. 22. oktobrī.

Tiesu izp. v. i. P. Kupševics.

Latgales apgabaltiesas Daugavpils 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Daugavpilī, 3. janvāŗa ielā 12, paziņo:

1) ka Valsts zemes bankas prasības lietā par Ls 215,87 ar soda naudu un termiņmaksām, saskaņā ar V. Z. B. statūtu 43.—49. p., **1931. g. 24. janvārī,** plkst. 10 rītā, Daugavpilī, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Boleslava Franča d. **Buržinska** nekustamo īpašumu, kas atrodas Daugavpils apr., Krāslavas pag. Torfu mājas ar zemes grāmatu reģ. № 6574 un sastāv no gruntsgabala 15,70 ha platībā;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 2500;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 1900;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas;

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved atzīmes Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Daugavpilī, 1930. g. 25. okt.

19194r L. № 1076

Tiesu izp. A. Menšikovs.

Latgales apgabaltiesas Daugavpils 1. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Daugavpilī, 3. janvāŗa ielā 12, paziņo:

1) ka Valsts zemes bankas prasības lietā par Ls 98,25 ar soda naudu un termiņmaksām, saskaņā ar V. Z. B. statūtu 43.—49. p. noteikumiem, **1931. g. 24. janvārī,** pulksten 10 rītā, Daugavpilī, Latgales apgabaltiesas civilnodaļas sēžu zālē publiskos torgos pārdos Paula Antona d. **Bukša** nekustamo īpašumu, kas atrodas Daugavpils apr., Vilākas pag. Buku mājas № 153F ar zemes grāmatu reģ. № 507 un sastāv no zemes gabala 15,17 ha platības;

2) ka īpašums publiskiem torgiem apvērtēts par Ls 2300;

3) ka īpašums apgrūtināts ar hipotēku parādiem par Ls 2100;

4) ka personām, kas vēlas pie torgiem dalību ņemt, jāiemaksā zalogs — desmitā daļa no apvērtēšanas summas;

5) ka zemes grāmatas šim īpašumam ved atzīmes Latgales zemes grāmatu nodaļā.

Personām, kam ir kādas tiesības uz pārdodamo īpašumu, kas pārdošanu nepielaiž, tādas tiesības jāuzrāda līdz pārdoš. dienai.

Visi papīri un dokumenti, attiecošies uz pārdodamo īpašumu, ir ieskatāmi Latgales apgabaltiesas 1. civilnodaļas kancelejā.

Daugavpilī, 1930. g. 25. okt.

19195r L. № 1872

Tiesu izp. A. Menšikovs.

Latgales apgabaltiesas Rēzeknes 2. iec. tiesu izpildītājs, kuŗa kanceleja atrodas Rēzeknē, Aizpilsētas ielā № 23, paziņo, ka sakarā ar Valsts zemes bankas Rēzeknes nodaļas š. g. 16. oktobŗa rakstu ar № K. R. 1612, bankas prasības piedzīšanas lietā pret Kirjāni Jāņa d. **Volkolākovu,** un pamatojoties uz Civ. proc. lik. 1039. p. — **atsauc** savu š. g. 22. septembŗa sludinājumu L. № 962/30. g. nekustamā īpašuma pārdošanu atklātā izsolē š. g. 13. decembrī, kāds sludinājums iespiests š. g. „Valdības Vēstnesī" no 24. septembŗa ar № 216.

Rēzeknē, 1930. g. oktobrī.

Tiesu izpild. J. Stumbergs.

Citu iestāžu sludinājumi.

Valsts zemes banka,

atrod. Rīgā, Valdemāra ielā № 1b, pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, ieķīlājot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedzīšanai:

1. Jaunlatgales iecirkņa tiesu izpildītāja kancelejā, Jaunlatgalē, **1930. g. 9. decembrī,** pulksten 10 dienā, pārdos atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkām, meliorācijām un citiem zemes piederumiem, kas atrodas Jaunlatgales apr., Purvmalas pag., Verchnije-Zachodu sādžas № 7 īpašnieka Pētera Andrēja d. **Ziļeva.**

2. Saimniecība sastāv no:

a) zemes kopplatībā 4,995 ha.

3. Solīšana sāksies no Ls 700.

4. Izsolē varēs piedalīties personas, kas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim:

a) drošības naudu $^1/_5$ no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 140,

b) Centrālās zemes ierīcības komitejas atļauju, ka pircējam atļauts iegūt no valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Lūgumi dēļ apliecības izsniegšanas jāiesniedz Centrālai zemes ierīcības komitejai vismaz divas nedēļas pirms izsoles dienas.

5. Tiesību ieguvējam, tūliņ pēc izsoles beigām, jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz $^1/_5$ no nosolītās summas. Pārējās $^4/_5$ jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību.

1930. g. 24. oktobrī.

19022 № a R 31383

Valsts zemes banka.

Valsts zemes banka,

atrod. Rīgā, Valdemāra ielā № 1b, pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, ieķīlājot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedzīšanai:

1. Baltinavas pagasta valdes telpās **1930. g. 17. decembrī,** pulksten 10 dienā pārdos atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkām, meliorācijām un citiem zemes piederumiem, kas atrodas Jaunlatgales apriņķī, Baltinavas pag., Baltinavas muižas jaunsaimniecībā № 37F un piešķirta Domenikam Tumaša d. **Taboram** (skat. „Zemes ierīcības Vēstnesī" № 256, lapas pusē 6, kārtas № 91480).

2. Saimniecība sastāv no:

a) zemes kopplatībā 14,890 ha,

b) dzīvojamās ēkas.

3. Solīšana sāksies no Ls 2500.

4. Izsolē varēs piedalīties personas, kuŗas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim:

a) Drošības naudu $^1/_5$ no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 500,—.

b) Centrālās zemes ierīcības komitejas apliecību, ka pircējam atļauts iegūt no valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Lūgumi dēļ apliecības izsniegšanas jāiesniedz centrālai zemes ierīcības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

5. Tiesību ieguvējam, tūliņ pēc izsoles beigām, jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz $^1/_5$ no nosolītās summas. Pārējās $^4/_5$ jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību. № a R 31428

1930. g. 24. oktobrī.

19024 Valsts zemes banka.

Nodokļu departamenta dažādu maksājumu piedzinējs paziņo, ka **1930. g. 7. novembrī,** plkst. 1 dienā, Liepājā, Unguru ielā № 4, pārdos vairāksolīšanā Jāņa-Alfreda **Pente** kustamo mantu, novērtētu par Ls 390 un sastāvošu no dzīvokļa iekārtas, viņa 1929. g. ienākuma un procentuālā peļņas nodokļa parāda segšanai.

Liepājā, 1930. g. 27. oktobrī.

19142r Piedzinējs F. Kāle.

Rigas prefektūras 2. iec. pr-ks paziņo, ka **š. g. 6. novembrī,** pulksten 10 rītā, Ganību dambī № 17a, pārdos vairāksolīšanā Zamuela **Veinberga** kustamo mantu, sastāvošu no viena zāģu gatera un viena zeimera zāģa, kopvērtībā par Ls 1020,95.

Nodokļu departaments

š. g. 5. novembrī, pulksten 11 dienā,

izdos rakstveida izsolē

150.000 gab. 0,5 ltr. un 450.000 gab. 0,25 ltr. tilp. dzidrā degv. pudeļu piegādi

valsts degvīna monopola vajadzībām.

Piedāvājumi slēgtās aploksnēs, nomaksāti ar 40 sant. zīmognodokli, iesniedzami nodokļu dep-ta spirta monopola nodaļā Rīgā, I. Pils ielā № 13/15 līdz **š. g. 5. novembrim,** pulksten 11 dienā. Turpat var iepazīties ar līguma projektu resp. noteikumiem un pudeļu paraugiem ikdienas no puksten 9—15.

Pirms izsoles katram piedāvātājam jānodrošina piedalīšanās izsolē ar drošību 5% apmērā no piedāvātās summas.

Pielaižami arī piedāvājumi uz visa pasūtījuma daļu, bet ne mazāku par 150.000 pudelēm; arī departaments patur tiesību pasūtījumu izdot pa daļām, bet ne mazākām par 150.000 pudeļu.

Rīgā, 1930. g. 28. oktobrī. L 5034

19233b Nodokļu departamenta direktora v. (paraksts).

K. M. Budžetu un kreditu pārvalde

(Valdemāra ielā № 10/12)

izdos jauktā izsolē

1930. g. 7. novembrī, pulksten 11,

Rigā:

centrālās apkures paplašināšanas būvdarbus Armijas štāba ēkā par Ls 4432,92.

Darbu nobeigšanas termiņš — 1930. g. 15. decembris.

Izsole notiks pārvaldes izsoļu telpās dz. 1-a, augšā norādītā dienā un stundā.

Piedāvājumi izsolē nodrošināmi 5% apmērā no šeit uzrādītās posteņa summas.

Tuvāki paskaidrojumi — pārvaldes apgādības nodaļā.

L. 5013. 19230b

Šoseju un zemes ceļu departaments

izsludina uz **š. g. 7. novembri,** pulksten 11, savās telpās, Gogoļa ielā № 3, ist. 468,

rakstveida sacensības

kārtējas autobusu satiksmes koncesiju izdošanai uz šādām līnijām:

1) **Rīga—Ērgļi.** Nodrošinājums Ls 1000,—.
2) **Liepāja—Kuldīga.** Nodrošinājums Ls 1000,—.
3) **Liepāja—Ventspils.** Nodrošinājums Ls 1000,—.
4) **Liepāja—Pavilosta.** Nodrošinājums Ls 2000,—.
5) **Liepāja—Grobiņa—Durbe.** Nodrošinājums Ls 2000,—.
6) **Liepāja—Bernati—Paurupe.** Nodrošinājums Ls 1000,—.
7) **Aizpute—Skrunda.** Nodrošinājums Ls 1000,—.
8) **Tukums—Irlava—Biksti.** Nodrošinājums Ls 1000,—.

Tuvākas ziņas un paskaidrojumi dep-tā, ist. 469, parastā darba laikā. L 5009 19229

Veselības nodaļai

vajadzīgi:

cukurs, kviešu milti, kartupeļu milti, putraimi, rīsi, manna, makaroni, zirņi, sviests, žāvēti augļi, ziepes, soda un citas preces.

Produktu saraksti un piegādes noteikumi saņemami Veselības nodaļā, Šķūņu ielā № 11. Turpat iesniedzami piedāvājumi ar produktu paraugiem līdz 3. novembrim. L 5026 19231

Dzelzceļu virsvaldes materiālu apgāde

izsludina ***rakstveida izsoli***

1930. g. 13. novembrī uz džutes maisiem, grīdas mazgāšanai — 1500 gab. L 5030

Izsoles sākums pulksten 11 no rīta, ist. 121. Dalībniekiem jāiemaksā 5% drošības naudas no piedāvājumu vērtības.

Tuvākas ziņas dzelzceļu virsvaldē, Gogoļa ielā № 3, ist. 103.

Rigas galvenā pasta priekšnieks

paziņo, ka **1930. g. 27. novembrī,** plkst. 10 rītā, kantoŗa telpās

pārdos atklātā vairāksolīšanā

neizsniegtos pasta sūtījumos atrastās mantas un 2502 kg dažādu aktu, grāmatu, pavaddokumentu un papīra atkritumu.

L 5006 Rigas galvenā pasta priekšnieks Juris Klaviņš.

---

8. Daugavpils kājn. pulks

izsludina

mutvārdu un rakstveida izsoli

1930. g. 10. novembrī uz

10 tonnu svaigas liellopu gaļas piegādi

pulka vajadzībām Cēsīs un Valmierā — Kaugurmuižā, laikā no 1. decembŗa līdz 1931. g. 31. martam.

Izsole notiks Cēsīs, pulka štābā š. g. 10. novembrī, plkst. 11 saskaņā ar likumu par darbiem un piegādēm valsts vajadzībām. Rakstiski piedāvājumi iesniedzami slēgtās aploksnēs ar uzrakstu „Uz svaigas liellopu gaļas izsoli 1930. g. 10. novembrī", līdz izsoles atklāšanai pulka saimniecības priekšniekam. Izsoles dalībniekiem līdz izsoles atklāšanai jāiemaksā pulka kasē 10% drošības nauda no prasītās cenas.

Ar izsoles noteikumiem var iepazīties pulka štābā, darbdienās no pulksten 9—15. 1* 19104b

---

Bebrenes virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1930. g. 1. decembrī, Bebrenes virsmežniecības kancelejā, Olksnas meža muižā, c. Rubeņiem,

augošu mežu:

valsts mežā un jaunsaimniecībām piešķirtos gabalos.

I Kaldabruņas iec. mežniecībā 24 vienības pēc celma skaita no 52—557 kokiem, vērtībā no Ls 30,— līdz Ls 530,— pēc platības 10 vienības no 0,75 līdz 2,60 ha, vērtībā no Ls 135,— līdz Ls 871,—.

III Dvietes iec. mežniecībā 36 vienības pēc platības no 0,89 līdz 3,25 ha, vērtībā no Ls 124,— līdz Ls 1506,—.

IV Dunavas iec. mežniecībā 11 vienības pēc platības no 0,26 līdz 8,55 ha, vērtībā no Ls 174,— līdz Ls 1754,—.

Mežu pārdos uz mežu un meža materiālu pārdošanas 1925. g. 15. aprīļa likuma un Zemkopības ministŗa apstiprināto nosacījumu pamata.

Izsoles sakums pulksten 12 dienā.

Izsolē pielaidīs personas, kas iemaksās izsoles kommisijai 10% drošības naudas no attiecīgu vienību izsludinātās vērtības. Pēc nosolīšanas drošības nauda jāpapildina līdz 10% no summas, par kuŗu vienība nosolīta.

Skaidrā naudā iemaksātā drošības nauda tiks ieskaitīta pēdējā maksājumā.

Kā drošības naudu pieņems arī: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas, Latvijas hipotēku bankas ķīlu zīmes un Valsts zemes bankas 6% ķīlu zīmes; 2) banku un kreditbiedrību garantijas.

Ja solīšanā piedalās attiecīgu jaunsaimniecību ieguvēji, tad no viņiem kā 10% drošības naudu pieņems arī vekseļus ar 2 kreditspējīgiem galviniekiem.

Ciršanas biļeti saņemot, pircējam jāiemaksā no vienības pārdošanas summas ciršanas vietu tīrīšanas 3% valsts mežā, 10% uz fonda zemēm un meža kultūru darbu izvešanai 15% valsts mežā.

Ja mežu uz fonda zemes nopircis, saimniecības ieguvējs, cirsmu tīrīšanas drošības nauda nav jāmaksā.

Opērācijas termiņš 1931. g. 1. maijs.

Virsmežniecība patur sev tiesības izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā un pie iecirkņu mežziņiem. 19029b **Bebrenes virsmežniecība.**

Cesvaines virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1930. g. 3. decembrī, Cesvaines pagasta valdes telpās,

augošu mežu:

I iecirkņa mežniecībā, Aizkujas novadā: pēc platības 12 vienības no 0,60—2,00 ha, vērtībā no Ls 325,— līdz Ls 1.633,—.

II iec. mežniecībā, Aizkujas novadā: pēc platības 8 vienības no 0,13—1,93 ha, vērtībā no Ls 88,— līdz Ls 1.577,— un apzīmētiem kokiem 3 vienības no 9 līdz 24 koki, vērtībā no Ls 88,— līdz Ls 167 —.

III iecirkņa mežniecībā, Cesvaines novadā: pēc apzīmētiem kokiem 2 vienības no 7 līdz 252 koki, vērtībā no Ls 76,— līdz Ls 252,— Druvienas novadā: pēc platības 4 vienības no 0,23—1,80 ha, vērtībā no Ls 241,— līdz Ls 1.268,— un apzīmētiem kokiem 3 vienības no 28 līdz 71 kokam, vērtībā no Ls 181,— līdz Ls 378.—.

IV iecirkņa mežniecībā, Liezeres novadā: pēc platības 3 vienības no 0,15—1,11 ha, vērtībā no Ls 49,— līdz Ls 65,—.

Mežu pārdos pēc Zemkopības ministŗa 1929. g. 3. oktobŗa apstiprinātiem nosacījumiem.

Izsole sāksies pulksten 12 dienā.

Izsolē pielaidīs personas, kas iemaksās izsoles kommisijai 10% drošības naudas no attiecīgu vienību izsludinātās vērtības. Pēc nosolīšanas drošības nauda jāpapildina līdz 10% no summas, par kuŗu vienība nosolīta.

Kā drošības naudu pieņems arī: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas, Latvijas hipotēku bankas ķīlu zīmes un Valsts zemes bankas 6% ķīlu zīmes, 2) banku un kreditbiedrību garantijas.

Virsmežniecība patur sev tiesību izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā un pie iecirkņu mežziņiem. 19140z **Cesvaines virsmežniecība.**

Zilupes virsmežniecība

paziņo, ka no 1930. g. 10. novembŗa vietējās izsoles (slud. iesp „V. V." 228. num.)

tiek noņemtas vienības № 1—8 un № 19.

19139 Zilupes virsmežzinis J. Ozoliņš.

Mežu departaments

pārdos jauktā izsolē 1930. g. 11. novembrī, pulksten 12, Rīgā, Kalpaka bulvārā № 6, dz. 10:

Vien. 1 apm. 2000 m³ 1 šķiras apses kluču . . . . . pa Ls 50,— par 1 m³
„ 2 „ 2000 „ II „ „ „ . . . . . „ „ 32,— „ 1 „
kuŗus pievedīs un nodos Rīgā, Krasta stacijā.

Apses klučus šķiros pēc Mežu departamenta instrukcijas nosacījumiem.

Vien. 3 apm. 1000 steri spolīšu malkas . . . . . pa Ls 13,— par 1 steru.
„ 4 „ 1000 „ liestu malkas . . . . . „ „ 14,— „ 1 „
„ 5 „ 8000 „ apses malkas slotas kātu izgatavošanai . . . „ „ 10,— „ 1 „
Mīnēto malku un klučus nodos Rīgas stacijās pēc vajadzības.

Vien. 6 apm. 600 steri melnalkšņa un apses tupeļu malkas . . . . . pa Ls 7,80 par 1 steru.
„ 900 „ liestu malkas . . . . . „ „ 9,30 „ 1 „
Tupeļu malku piegādās pie Valmieras-Ainažu šaursliežu dzelzceļa stacijām.

Vien. № 7 apm. 500 steru bērza tupeļu malkas . . . . . pa Ls 9,— par 1 steru.
Tupeļu malku piegādās pie Talsu-Rojas un Valdgāles-Mazirbes šaursliežu dzelzceļu stacijām.

Slēgtās aploksnes un drošības naudas izsoles kommisija pieņems sākot no pulksten 11. Mutvārdu izsolē pielaidīs personas, kas iemaksās kommisijai 10% drošības naudas no novērtējuma summas, kuŗa pēc nosolīšanas jāpapildina līdz 10% no nosolītās summas.

Slēgtās aploksnes, kuŗās iesniegtie piedāvājumi līdz mutvārdu izsoles sākumam nebūs nodrošināti ar drošības naudu 10% apmērā no piedāvātās summas, neatzīs.

Drošības naudu var iemaksāt iepriekš Latvijas bankā Mežu departamenta depozitā, iesniedzot kvīti izsoles kommisijai.

Kā drošības naudu pieņems arī: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas, 2) Latvijas hipotēku bankas ķīlu zīmes un valsts zemes bankas 6% ķīlu zīmes par šo vērtspapīru nominālvērtību, 3) Latvijas bankas vai viņas pārgarantētas privātu banku garantijas.

Mežu departaments patur sev tiesību pārdošanai izsludinātās izsoles vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas un noteikumi — Mežu departamentā, Kalpaka bulv. № 6, dz. 10. 19134

Nozaudēta un tādēļ uzskatāma par nederīgu Latvijas ūniversit. tiesību zinātņu nodaļas studenta G. Rabinoviča lekciju grāmata, matr. 14977. G. Rabinovičs.

Bases pagasta valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšz. pasi ser. BV № 007258, izd. 1928. g. 3. martā, № 458, ar Jāņa Miķelsons vārdu. 18576x

---

Viļakas pagasta valde izsludina par nederīgiem šādus nozaudētus dokumentus: 1) Latv. pasi ser. KP № 011531/331, izd. 1927. g. 26. nov. no Viļakas pag. valdes ar Marijas Bernarda m, Zibalis v.; 2) Latv. iekšz. pasi ser. KT № 011488/7088, izd. no Viļakas pag. valdes 1928. g. 18. jūl. ar Andrēja Pavlovs vārdu; 3) zirga pasi № 37755/2605, izd. no Kapiņu pag. valdes 1928. g. ar Meikuls Meikula d. Kokorevičs vārdu; 4) zirga pasi № 373/14773, izd. no Viļakas pag. valdes 1926. g. ar Tadeuša Pētera d. Bukovskis vārdu; un 5) zirga pasi № 1532, izd. no Viļakas pag. valdes 1921. g. 21. nov. ar Matveja Pētera d. Slišans vārdu. 18480x

Varakļānu virsmežniecība

pārdos mutvārdu izsolē 1930. g. 3. decembrī, III iec. mežniecības telpās Barkavas pag. „Eglainē"

augošu mežu:

III iec. mežniecībā, Barkavas novadā: pēc platības 3 vienības no 0,63—10,39 ha, vērtībā no Ls 100,— līdz Ls 143,— un apzīmētiem kokiem 2 vienības no 4—220 kokiem, vērtībā no Ls 2,— līdz Ls 51,—.

Murmastienes novadā: pēc platības 10 vienības no 0,12—24,49 ha, vērtībā no Ls 8,— līdz Ls 486,— un apzīmētiem kokiem 6 vienības no 298—513 kokiem, vērtībā no Ls 100,— līdz Ls 276,—.

Lizinas novadā: pēc platības 91 vienība no 0,24—10,3 ha, vērtībā no Ls 51,— līdz Ls 776,— un apzīmētiem kokiem 21 vienību no 4—245 kokiem, vērtībā no Ls 4,— līdz Ls 589,—.

Mežu pārdos pēc Zemkopības ministra 1929. g. 3. oktobra apstiprinātiem nosacījumiem.

Izsole sāksies pulksten 12 dienā.

Izsolē pielaidīs personas, kas iemaksās izsoles kommisijai 10% drošības naudas no attiecīgu vienību izsludinātās vērtības. Pēc nosolīšanas drošības nauda jāpapildina līdz 10% no summas, par kuru vienība nosolīta.

Kā drošības naudu pieņems arī: 1) Latvijas valsts iekšējo aizņēmumu obligācijas, Latvijas hipotēku bankas ķīlu zīmes un Valsts zemes bankas 6% ķīlu zīmes; 2) banku un kredītbiedrību garantijas.

Virsmežniecība patur sev tiesību izsludinātās vienības noņemt no izsoles pēc saviem ieskatiem.

Tuvākas ziņas virsmežniecības kancelejā un pie III iecirkņa mežziņa. 19141z **Varakļānu virsmežniecība.**

Ūtrupe. **Š. g. 6. novembrī,** pulksten 3 pēc pusdienas, Latvijas spedicijas akc. sab. „Gerhard & Hey" telpās, Vaļņu ielā № 1, tās pašas akc. sab. uzdevumā un uz attiecīgas personas rēķina **pārdos otrreizējā atklātā vairāksolīšanā:**

Marka „Riga 1/8" — 7 kastes un 1 iesaiņojums tekstilmašīnas, br. 2550 kg. Ūtrupe sāksies ar Ls 2000,—.

Marka „Reval 1" — 1 kaste mašīndaļas, br. 336,6 kg. Ūtrupe sāksies ar Ls 1500,—.

Nenomuitotie objekti atrodas tranzitnoliktavā № 8, Eksportostā. Iemaksa 25% no vērtības; atlikums pie pārņemšanas, bet ne vēlāk kā 2 nedēļas pēc pārdošanas. Tuvākas ziņas augšā minētajā sped. akc. sab.

19227 Zvērināts Rīgas biržas mākleris T. Šummers.

Valsts zemes banka,

atrod. Rīgā, Valdemāra ielā 1-b, pamatojoties uz 1925. g. 29. maija likumu par aizdevumu nodrošināšanu, ieķīlājot tiesības uz lauku nekustamu mantu, un 1926. g. 31. marta papildinājumu pie šī likuma, paziņo, ka Valsts zemes bankas aizdevumu piedzīšanai:

1. Jaunlatgales iecirkņa tiesu izpildītāja kancelejā, Jaunlatgalē **1930. g. 9. decembrī,** pulksten 10 dienā, pārdos atklātā vairāksolīšanā tiesību uz saimniecību ar ēkam, meliorācijām un citiem zemes piederumiem, kas atrodas Jaunlatgales apriņķī, Purvmalas pagastā, Vercnije-Zachodi viensētas № 58 īpašnieka Frola Nikifora d. **Fiminova.**

2. Saimniecība sastāv no zemes, kopplatībā 6,235 ha;

3. Solīšana sāksies no Ls 600,—.

4. Izsolē varēs piedalīties personas, kas līdz izsoles sākumam nodos izsoles noturēšanai pilnvarotam Valsts zemes bankas pārstāvim:

a) drošības naudu 1/5 no trešā pantā minētās summas, t. i. Ls 120,—;

b) Centrālās zemes ierīcības komitejas apliecību, ka pircējam atļauts iegūt no Valsts zemes fonda iedalītu saimniecību.

Lūgumi dēļ apliecības izsniegšanas jāiesniedz Centrālai zemes ierīcības komitejai vismaz 2 nedēļas pirms izsoles dienas.

5. Tiesību ieguvējam, tūliņ pēc izsoles beigām, jāpapildina iemaksātā drošības nauda līdz 1/5 no nosolītās summas. Pārējās 4/5 jāiemaksā Valsts zemes bankai ne vēlāk kā divas nedēļas pēc izsoles.

Šo prasību neizpildīšanas gadījumā pircējs zaudē iemaksāto drošības naudu un tiesību uz saimniecību.

Rīgā, 1930. g. 24. oktobrī.
№ a. R. 31469. 19023
Valsts zemes banka.

Rīgas pilsētas krājkasei

pieteikta **par nozaudētu** ar Lības **Mežmalis** vārdu 1928. g. 17. aprīlī izdotā **krājgrāmatiņa № T 2619** par Ls 216,96, kādēļ pamatojoties uz statūtu 11. §, tiek uzaicinātas visas personas, kuram būtu kādas tiesības uz mortificējamo krājgrāmatiņu, pieteikties krājkasē 3 mēnešu laikā, skaitot no šī sludinājuma iespiešanas „Valdības Vēstnesī". Šim termiņam izbeidzoties, izsludinātā krājgrāmatiņa tiks atzīta par nederīgu un viņas vietā izdota jauna.

Rīgā, 1930. g. 27. oktobrī.

19214 **Rīgas pils. krājkases valde.**

Liepājas-Aizputes apr. pol. 1. iec. p-ks izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. pasi ser. ML № 010161, izd. no Kalētu pag. valdes 1928. g. 31. jūlijā ar Eduārda Ruicena vārdu. 18567x

---

Liepājas-Aizputes apr. pol. 1. iec. pr-ks izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. pasi ser. OT № 006522, izd. no Durbes pag. valdes 1927. g. 6. oktobrī ar Annas Žaže vārdu. 18568x

---

Kooperātīvu revizijas padome izsludina par nozaudētu un nederīgu Demerovas sādžas Grāveru pagasta patērētāju biedrības „Zemnieks" statūtu oriģinālu.

Slates pagasta valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšzemes pasi KL № 006358, izd. no Prodes pag. valdes 1928. g. 3. janvārī ar Jāzeps Čamans vārdu. 18480x

---

Vecpils pagasta valde izsludina par nederīgu Latvijas iekšz. pasi ser. LT № 23272/470, izd. 1928. g. 26. nov. no Vecpils pag. valdes ar Franča Sklanda vārdu. 18485x

---

Dažādi sludinājumi.

Eiropas preču un bagāžas apdrošināšanas akc. sab.

uzaicina akcionārus uz

ārkārtējo

pilno sapulci,

kas notiks **1930. g. 19. novembrī,** plkst. 6 pēc pusd., sabiedrības telpās, Rīgā, Šķūņu ielā № 23.

Dienas kārtība:

1) Statūtu grozījumi.
2) Priekšlikumi.

Akcionāri, kas vēlas piedalīties ārkārtējā sapulcē, tiek lūgti pieteikt savas akcijas valdei (Rīgā, Šķūņu ielā № 23) līdz 1930. g. 12. novembrim. 19137z

Rīgā, 1930. g. 28. oktobrī.

Valde.

Akciju sabiedrības

„Rīgas hipodroms"

akcionāru

pilna sapulce

notiks **1930. g. 17. novembrī,** pulksten 18, Rīgā, Antonijas ielā № 22.

Dienas kārtība:

1) Pārskats par 1929. g. darbību.
2) Valdes un revīzijas kommisijas vēlēšanas.
3) Dažādi priekšlikumi.

19215z **Valde.**

Baltijas tirdzniecības un rūpniecības a/s „Batraco"

(Baltic Trading Company Ltd.)

valde paziņo, ka **1930. g. 14. novembrī,** pulksten 6 p. p., sabiedrības telpās, Rīgā, Z. Meierovica bulv. № 9a, notiks

ārkārtēja otrreizēja akcionāru pilna sapulce

uz statūtu 63. p. pamata.

Dienas kārtība.

1) sapulces amatu personu vēlēšanas;
2) jautājuma par sabiedrības likvidāciju izšķiršana un likvidācijas kommisijas locekļu vēlēšanas;
3) tekoši jautājumi.

Šī sapulce skaitīsies par lēmumīgu neatkarīgi no sapulcē ieradušos akcionāru vai viņu pilnvarotāju skaita.

19226 **Valde.**

Nozaudēts un tamdēļ uzskatāms par nederīgu Latvijas ebreju skolotāju biedrības „Hamoreh" statūtu oriģināls, apstiprināts no Rīgas apgabaltiesas 1923. g. 8. augustā. 19218z

---

XIII Rīgas kopējās darbinieku slimo kases

jaunu statūtu izstrādāšanas kommisija,

kuras pienākums ir organizēt un vadīt 1930. gada pilnvarnieku vēlēšanas (1929. g. 4. novembra „Vald. Vēstn." 250. num.) paziņo:

Noteikumi XIII Rīgas kop. darbinieku slimo kases pilnvarnieku vēlēšanām.

I. Sevišķi noteikumi XIII Rīgas kop. darbinieku slimo kases darbaņēmēju pilnvarnieku vēlēšanām.

1. No 8522 XIII Rīgas kop. darbin. slimo kases dalībniekiem (uz 1930. g. 1. okt.) jāievēl uz **trim gadiem 40** pilnvarnieki un **40 substitūti.**

2. Darba ņēmēju kandidātu saraksti iesniedzami XIII kop. slimo kases **birojā, Raiņa bulv. № 7, š. g. 12., 13. un 14. nov. no 11—13** pēc šādiem noteikumiem:

a) Kandidātu sarakstā nevar uzdot vairāk kā 80 kandidātus, uzdodot viņu uzvārdu, vārdu, nodarbošanos, darba vietu, kā arī kases dalībnieka numuru, pie kam nav pielaižams atsevišķi nodalīt pilnvarniekus un atsevišķi viņu vietniekus. Kandidātu sarakstā jāapzīmē tas kases dalībnieks, kuram kandidāta saraksta sastādītāji uzticējuši iesniegt kandidātu sarakstu kases valdei un būt par saraksta sastādītāju pārstāvi vēlēšanu lietās.

b) Reizē ar kandidātu sarakstu jāiesniedz arī katra uzstādīta kandidāta pašrocīgi parakstīta apliecība par to:

1) ka viņš ir ar mieru balotēties pēc attiecīgā saraksta un
2) ka statūtu pantā 97. minētais šķērslis (piederība pie citas slimo kases) nepastāv.

c) katrs kandidātu saraksts jāparaksta ne mazāk kā **105 kases** dalībniekiem, uzdodot savus uzvārdus, vārdus, kā arī kases dalībnieka numuru; katrs kases dalībnieks nevar parakstīt vairāk kā vienu kandidātu sarakstu.

d) Viens kandidāts var būt uzstādīts tikai **vienā** sarakstā un viens darbaņēmēju saraksta kandidāts reizē nevar būt arī XIII kop. slimo kases darba devēju kandidātu sarakstā.

3. Vēlēšanas proporcionālas un izdarāmas augšā noteiktā kārtībā pēc negrozāmiem kandidātu sarakstiem. Vēlēšanās var piedalīties visi kases dalībnieki, kas vecāki par 18 gadiem un kas 1930. gadā 28. novembrī uz statūtu pamata bauda kases dalībnieka tiesības. Kā vēlēšanas apliecība noder kases dalībnieka grāmatiņa, kurai jābūt pagarinātai vismāz līdz š. g. 28. novembrim. Vēlēšanas jāizdara personīgi; balsstiesības nevar citai personai nodot. Katrs vēlētājs var nodot tikai vienu balsi.

II. Sevišķi noteikumi XIII Rīgas kop. darbinieku slimo kases darbadevēju pilnvarnieku vēlēšanām.

1. No 1043 XIII Rīgas kop. darbin. slimo kases darba vietu īpašniekiem jāievēl uz **3 gadiem 30** pilnvarnieki un **30** substitūti.

2. Kandidātu saraksti iesniedzami XIII slimo kases birojā, **Raiņa bulv. № 7, š. g. 12., 13. un 14. novembrī, no pulksten 11—13** pēc šādiem noteikumiem:

a) Kandidātu sarakstā nevar uzdot vairāk kā 60 kandidātus, uzrādot viņu uzvārdu, vārdu, kā arī darba vietu. Kandidātu sarakstā jāuzdod persona, kuŗai kandidātu saraksta sastādītāji uzticējuši iesniegt sarakstu kases valdei un būt par saraksta sastādītāju pārstāvi vēlēšanu lietās.

b) Reizē ar kandidātu sarakstu jāiesniedz arī katra uzstādītā kandidāta pašrocīgi parakstīta apliecība par to:

1) ka viņš ir ar mieru balotēties pēc attiecīga saraksta un
2) ka statūtu pantā 97. minētais šķērslis (piederība pie citas slimo kases) nepastāv

c) katrs kandidātu saraksts jāparaksta ne mazāk kā **30 balsstiesīgiem darba devējiem,** bet katrs darba devējs nevar parakstīt vairāk kā vienu kandidātu sarakstu.

d) Viens kandidāts var būt uzstādīts tikai **vienā** sarakstā, un viens darba devēju saraksta kandidāts reizē nevar būt arī XIII kop. slimo kases darbaņēmēju kandidātu sarakstā.

3. Katram XIII Rīgas kop. darbin. slimo kases darbvietas īpašniekam, kas š. g. 1. oktobrī nodarbina 5 vai vairāk darbiniekus, ir viena balss. Darba devēji, kuŗi nodarbina uz š. g. 1. oktobri mazāk kā 5 darbiniekus, var apvienoties balsošanai un pilnvarot vienu no savā vidus, kam piešķirama balsstiesība. Pilnvaras sastādamas pēc Tautas labklājības ministrijas noteiktā parauga „Vald. Vēstn." 234. num. un iesniedzamas XIII kop. slimo kasei ne vēlāk kā vienu dienu pirms vēlēšanām, t. i. š. g. 27. novembrī.

4. Vēlēšanas apliecībai darba devējam izsniedz vēlēšanas kartiņu, kuŗa darba devējam jāpiesūta ne vēlāk kā 2 dienas pirms vēlēšanu dienas. Vēlēšanas proporcionālas un izdarāmas pēc negrozāmiem kandidātu sarakstiem.

5. Vēlēšanas jāizdara darba devējam personīgi, izņemot juridiskas personas, kuŗas balss nodošanai pilnvaro savus pārstāvjus, pie kam pilnvarnieks nevar būt citas slimo kases dalībnieks. Pilnvaras sastādamas pēc XIII kop. slimo kases noteiktā parauga un jāpiesūta XIII kop. slimo kasei ne vēlāk kā vienu dienu pirms vēlēšanas dienas, t. i. š. g. 27. novembrī.

Vispārīgi noteikumi.

1. Pilnvarnieku vēlēšanas notiks **28. novembrī Sv. Jāņa ģildes telpās, Ģildes ielā № 3, kur no pulksten 8.30 līdz 20 būs uzstādītas** vēlēšanu urnas.

2. Ne vēlāk par divām dienām pirms vēlēšanu sākuma, tā tad ne vēlāk kā 26. novembrī, valde izsniedz caur darba vietu katram likumīgi reģistrētam kases dalībniekam pa vienam eksemplāram no visiem kandidātu sarakstiem. Tāpat arī izsniedz darba devējiem pa vienam eksemplāram no visiem kandidātu sarakstiem. Tie kases dalībnieki resp. darbadevēji, kuŗi kaut kāda iemesla dēļ nav saņēmuši kandidātu sarakstus savā darba vietā, tie izsniedzami viņiem 28. novembrī Sv. Jāņa ģildes telpās, Ģildes ielā № 3 līdz pulksten 20.

3. Ierodoties pie vēlēšanu urnas, katrs vēlētājs saņem no vēlēšanas kommisijas vienu ar kases zīmogu apzīmogotu aploksni, ieliek tanī vienu no kandidātu sarakstiem, aizlipina un nodod vienam no vēlēšanas kommisijas locekļiem, kas saņemto aploksni, vēlētājam redzot iemet uzstādītā vēlēšanu urnā un ar īpašu zīmogu atzīmē dalībnieka grāmatiņā resp. vēlētāja vēlēšanas kartiņā par piedalīšanos vēlēšanās, atzīmējot īpašā sarakstā arī vēlētāja vārdu, uzvārdu un dalībnieka numuru resp. vēlēšanas kartiņas numuru.

4. Ja vēlēšanu aploksnē ielikts vairāk kā viens kandidātu saraksts, vai arī kandidātu sarakstā daži vārdi nostrīpoti vai no jauna pierakstīti, vai arī, ja kandidātu saraksts parakstīts, vai citādi kā sastrīpots, nodotā balss skaitīs par nederīgu.

5. Kā vēlētāja apliecība noder kases dalībnieka grāmatiņa resp. vēlēšanas kārtiņa, kuŗas jāuzrāda vēlēšanu kommisijai pie aploksnes saņemšanas un balss nodošanas. Ja ceļas šaubas par vēlētāja personību, vēlētājam jāuzrāda kommisijai sava personas apliecība.

6. Vēlēšanu kommisijai pirms vēlēšanām urna jāapskata, vai tā ir tukša, jāaiztaisa un jāaizzīmogo un vēlēšanu beigās jāparbauda vai zīmogi nav atplēsti.

7. Balsu skaitīšanu izdara vēlēšanu kommisija.

Balsis jāsaskaita tūliņ pēc vēlēšanu beigām. 19135b

№ 3144. **XIII Rīgas kopējā darbinieku slimo kase.**

Rīgas pilsētas pašvaldības darbinieku slimo kase

izsludina

pilnvarnieku vēlēšanas 1930. g. 29. un 30. novembrī.

1. Pilnvarnieku vēlēšanas izdarāmas tieši un aizklāti ar negrozāmiem kandidātu sarakstiem visām darba vietām kopīgi.

2. Vēlēšanas vada vēlēšanas kommisija, kas sastādās no statūtu kommisijas ieceltiem locekļiem. Sarakstu iesniedzējiem tiesība sūtīt pa vienam pārstāvim vēlēšanas kommisijā ar padomdevēju balsstiesībām.

3. 1930. g. 25. oktobrī kasē reģistrēti 5218 kandidāti.

Ievēlami 30 pilnvarnieki un 30 kandidāti.

4. Atsevišķām dalībnieku grupām tiesība iesniegt savu kandidātu sarakstus. Tie iesniedzami kases sekretāram 1930. gada 15. novembrī, no pulksten 10 līdz pulksten 13. Kandidātu sarakstā jāuzrāda kandidāta vārds, uzvārds, darba vieta, nodarbošanās, kases dalībnieka №, vecums un persona, kas pilnvarota sarakstu iesniegt. Katrai kandidātu sarakstā ievestai personai ar savu parakstu jāapliecina, ka viņa ir ar mieru balotēties uz minētā saraksta un ka viņas ievēlēšanai nav noteikumu par slimo kasēm 94. pantā minēto šķēršļu. Par kandidātiem var uzstādīt tikai pilngadīgus dalībniekus. Saraksts jāparaksta 85 kases dalībniekiem, kas nekandidē sarakstā. Parakstītājiem jāatzīmē arī savs kases dalībnieka №. Dalībnieks var parakstīt tikai vienas grupas sarakstu.

5. Katrs dalībnieks vismaz 2 dienas pirms vēlēšanām saņem savā darba vietā pa vienam eksemplaram no visiem iesniegtiem kandidātu sarakstiem. Tie, kas aiz kādiem nebūt iemesliem nebūtu saņēmuši kandidātu sarakstus darba vietā, varēs tos saņemt vēlēšanas dienā vēlēšanas telpās.

6. Vēlēšanas notiks 1930. g. 29. un 30. novembrī kases telpās, Dzirnavu ielā 42a, dz. 1 (Skolas ielas stūrī). Vēlēšanas telpas būs atvērtas no pulksten 8 līdz pulksten 20.

7. Balsis jānodod personīgi. Kā vēlētāja apliecība noder kases dalībnieka grāmatiņa. Pēdējai jābūt pagarinātai vismaz līdz vēlēšanas dienai, to ieskaitot. Ar nepagarinātām grāmatiņām pie balsošanas nepielaidīs. Vēlēšanas kommisijai tiesības pieprasīt bez dalībnieka grāmatiņas arī pasi, kāpēc dalībniekam tā jāņem līdz uz vēlēšanām.

Piezīme. Vēlēšanas dienās grāmatiņu pagarināšanai birojs būs atvērts pa visu balsošanas laiku.

8. Pie ieejas vēlēšanas telpās katrs dalībnieks saņem ar kases zīmogu apzīmogotu aploksni, kuŗā ieliek vēlamo kandidātu sarakstu un nodod to tālāk vēlēšanas kommisijas loceklim, kas to dalībnieka klātbūtnē iemet vēlēšanas urnā. Aploksnes aizlipināšana nav obligatoriska.

9. Balsu skaitīšana notiks tūliņ pēc vēlēšanām 1930. g. 30. novembrī. 19220z

Rīgas pilsētas pašvaldības darbinieku slimo kases statūtu kommisija.

---

1. Jelgavas slimo kases statūtu izstrādāšanas kommisija,

kuŗai pamatojoties uz 1929. g. „Valdības Vēstnesī" № 250 publicēto Tautas labklājības ministrijas rīkojumu № 19377 9. p. uzlikts par pienākumu 1930. g. vadīt kases pilnvarnieku vēlēšanas, paziņo, ka uz š. g. 1. oktobri kasei skaitījās 7468 kases dalībn. un 1050 pievienoto darba vietu īpašn., no kuŗiem 196 nodarbināja ne mazāk kā 5 darbiniekus, bet pārējie 854 zem šī skaita.

1. Jelgavas slimo kases statūtu 95.—128. p. noteiktā kārtībā **27., 29. un 30. novembrī** notiks kasei

pievienoto darba devēju un kases dalībn.-pilnvarn. vēlēšanas.

1. a) **Darba devēju pilnvarnieku vēlēšanas notiks š. g. 27. novembrī.** Ievēlami 30 pilnvarnieki un tikpat daudz viņu vietnieki.

b) Katram darba devējam, kas uz š. g. 1. oktobri nodarbināja ne mazāk kā 5 algotus darbiniekus, ir 1 balss. Darba devēji ar mazāku darbinieku skaitu var apvienoties, ja kopskaitā nodarbina ne mazāk kā 5 darbiniekus un pilnvarot vienu no sava vidus, kam piešķirama balsstiesība.

c) Uz kandidātu saraksta nevar uzrādīt vairāk personas, kā kopā vēlami pilnvarnieki un viņu vietnieki.

d) Kandidātu sarakstiem jābūt parakstītiem statūtos paredzētā kārtībā, ne mazāk kā no 2 balsstiesīgiem darba devējiem.

e) Kandidātu sarakstus var iesniegt kases birojā līdz š. g. 15. novembrim no plkst. 10 līdz 13.

f) Vēlēšanas urnas atradīsies Jelgavā, kases biroja telpās no plkst. 9 līdz 20, Bauskā, kases pārstāvniecībā, Pils ielā № 14, no plkst. 8 līdz 12 un Dobelē, Pilsētas valdē, no plkst. 8 līdz 12. Pie balss nodošanas jāuzrāda vēlēšanas kartiņa un attiecīgos gadījumos arī pilnvara.

Kases dalībn. pilnvarnieku vēlēšanas notiks š. g. 29. un 30. novembrī.

2. a) Izvēlami 40 pilnvarnieki un tikpat daudz viņu vietnieki.

b) Vēlēšanas tiesības bauda visi kases dalībnieki sākot ar 18 gadu vecumu.

c) Kā vēlētāja apliecība balss nodošanai jāuzrāda kases dalībn. kartiņa, bet pag. darbin. strādn. marku grāmatiņa, kuŗām jābūt arī attiecīgi reģistrētām.

d) Uz kandidātu saraksta nevar uzstādīt vairāk personas, kā kopā ievēlami pilnvarnieki un viņu vietnieki.

e) Kandidātu sarakstiem jābūt parakstītiem statūtos paredzētā kārtībā, ne mazāk kā no 48 kases dalībniekiem.

f) Kandidātu sarakstus var iesniegt kases birojā līdz š. g. 15. novembrim, no plkst. 10 līdz 13.

Piezīme. Kandidātu sarakstu paraugus var saņemt slimo kasē.

h) Vēlēšanas urnas būs uzstādītas š. g. 29. novembrī:

Jelgavā:	1) Kases biroja telpās	no pulksten	8	līdz	20
,,	2) Hoffa linu fabrikā	,, ,,	5	,,	14½
,,	3) Cukura fabrikā	,, ,,	5	,,	14½
,,	4) Dzelzceļa stacijā	,, ,,	7	,,	9
,,	5) Paula koku rūpniecībā	,, ,,	7	,,	8
,,	6) Pilsētas elektrības uzn.	,, ,,	1	,,	2

Vēlēšanas urnas būs uzstādītas š. g. 30. novembrī:

1) Jelgavā, kases biroja telpās no pulksten 10 līdz 16.
2) Jelgavā, Tautas namā, Kr. Barona ielā 10, no plkst. 10 līdz 16.
3) Bauskā, kases pārstāvniecībā Pils ielā 14, no plkst. 8 līdz 13.
4) Dobelē, Pilsētas valdē, no pulksten 8 līdz 13.

Balsu skaitīšana notiks slimo kasē pēc vēlēšanu beigām.

19136z **Kases statūtu izstrādāšanas kommisija.**

Austrumu Koku rūpniecības A/S.

sasauc

1930. g. 20. novembrī, plkst. 6 vakarā, Rīgā, L. Pils ielā 8, dz. 3

ārkārtēju

akcionāru sapulci.

Dienas kārtība:

1) Vēlēšanas.
2) Dažādi priekšlikumi.

19219 **Valde.**

Strādnieku kult. biedr. „Estonta lernejo" likvidācijas kommisija ziņo, ka uz valdes **1930. gada 20. oktobra** lēmuma

biedrība tiek likvidēta.

Kreditorus uzaicina pieteikt savas prasības sešu mēnešu laikā, skaitot no sludinājuma iespiešanas dienas pie valdes priekšn. Rīgā, Graudu ielā № 29, dz. 1.

Finieru fabrikas

Julius Potempa

akc. sab. valde

paziņo interesentiem, ka uz pilnās sapulces 1930. g. 18. februāra lēmuma **akcionāriem tiks izmaksāta par 1929. gadu dividende 12% apmērā,** novelkot 5% nodokli, t. i.

Ls 114,— par akciju à Ls 1.000,—.

Šī dividende tiks izmaksāta pēc kupona № 4 uzrādīšanas Rīgā, Tvaika ielā № 4, finieru fabrikas Julius Potempa, akc. sab. kasē. 19216z **Valde.**

Ventspils apr. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto Latvijas iekšzemes pasi C. T. № 001325, izdotu no Ventspils pilsētas policijas priekšnieka 1928. g. 2. martā ar Rūdolfa Sedliņa vārdu. 18927

Iespiests Valsts tipografijā.